

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (Xe)

Le Numéro-double : 3 fr.

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Nouvel avertissement (*Le Bulletin Communiste*). — Guerre et Paix (*Boris Souvarine*). — La Crise du P.C. russe ; Une « Déclaration » de l'opposition (*Bakaeiev, Lisdine, Lachévitch, Mouralov, Peterson, Soloviev, Eedokimov, Piatakov, Ardeiev, Zinoviev, Kroupskaïa, Trotsky, Kamenev*) ; Lettres de Moscou. — Entré nous. — La Crise du P.C. allemand ; Lettre de Staline à Maslow (*I. Staline*). — Martyrs et Em-

busqués. — La Crise du P. C. chinois (*L. Trotsky*). — Dans l'Internationale ; L'attitude de l'opposition russe (*G. Zinoviev, L. Kamenev, L. Trotsky*) ; Au dernier Comité Exécutif. — Clara Zetkin. — Bibliographie. — Cercle communiste Marx et Lénine ; L'Organisation du P.C. français. — Opinions et Arguments. — Actes et Paroles. — Boîte aux lettres. — Faits et chiffres. — Points sur les i (*B. S.*).

## NOUVEL AVERTISSEMENT

La presse dite communiste se tait obstinément sur l'état de choses intérieur du parti communiste russe dont dépend pourtant encore, pour des années, l'orientation de la Révolution. Elle donne ainsi la mesure de l'estime dans laquelle elle tient ses lecteurs.

Si parfois elle rompt le silence, quand les informations des journaux socialistes ou bourgeois l'y contraignent, c'est pour tromper son public par des procédés empruntés aux organes les plus représentatifs de la presse vénale. L'opinion ouvrière n'est donc pas mieux éclairée que « l'opinion publique » en général.

On trouvera plus loin des informations exactes sur la crise du bolchévisme, à l'usage de la poignée de communistes consciencieux qui ont à cœur les destinées d'un grand mouvement prolétarien, actuellement en pleine dégénérescence.

La bureaucratie usurpatrice du pouvoir dans le pays où une minorité ouvrière d'élite a cru instaurer la dictature du progrès sur une innombrable masse paysanne arriérée ne peut, dans son essence conservatrice, coexister dans un même parti avec des révolutionnaires. Après les avoir presque réduits au silence et à l'immobilité, au moyen « d'appareils » administratif, politique, économique et policier dont personne en Occident n'a la moindre idée, elle entend les écarter de la vie publique en les mettant hors du parti légal.

L'exclusion de Trotsky du Comité Central communiste, annoncée pour un prochain jour de juillet, symbolise cette politique de l'oligarchie secrétarienne dont Staline est l'éminent représentant. C'est l'avant-dernière phase d'une longue opération commencée en 1923 et dont la dernière sera l'exclusion du Parti, au Congrès de Novembre, ... si la classe ouvrière, c'est-à-dire sa fraction active, est trop fatiguée pour exercer une intervention.

Dans le Tome XIV des *Œuvres complètes de Lénine*, le glossateur consigne en ces termes (p. 482) le rôle de Trotsky à l'un des points culminants de l'histoire du prolétariat : « Après le passage de la majorité du Soviet de Pétersbourg aux mains des bolchéviks, [Trotsky] fut élu comme son Président et, en cette qualité, organisa et conduisit l'insurrection du 25 Octobre ».

Dix ans après, dans quelques semaines, on célébrera cette Révolution d'Octobre organisée et conduite par Trotsky. L'organisateur de la victoire prolétarienne, en cet anniversaire mémorable, va-t-il succomber sous la pesante coalition des intérêts acquis au cours d'une période de transition trouble ?

Depuis plus de trois ans, nous avons averti les partis communistes. Nous leur adressons un avertissement de plus. Un sursaut de conscience révolutionnaire, — ou ce sera vraiment l'équivalent d'un Thermidor, sous une forme originale.

LE BULLETIN COMMUNISTE,

# Guerre et Paix

La République soviétique est-elle menacée d'une prochaine guerre? La presse communiste de Russie et d'ailleurs l'affirme. Les organisations bureaucratiques du communisme le proclament dans des manifestes et des résolutions que personne ne lit mais dont il suffit de parcourir les titres pour être édifié.

Cette littérature est sans originalité; nous l'avons déjà noté: elle est quasi permanente, avec crises de surproduction à peu près trimestrielles. Dans ce premier semestre de 1927, deux alertes bruyantes ont annoncé l'imminence d'une guerre anti-soviétique, des préparatifs et des signes alarmants. La moindre péripétie du conflit organique entre la Russie soviétique et le monde bourgeois sert d'occasion de tirer la cloche. Il faut se rappeler Locarno, dénoncée comme menace de guerre prochaine...

Il y a quelques mois, en Russie, Vorochilov et Boukharine firent dans cet esprit des discours si intelligents que la population se jeta sur les magasins d'approvisionnement. Il fallut un nouveau discours officiel pour arrêter le commencement de panique: Staline le prononça le 3 mars, daignant déclarer (*Humanité* du 4):

« Nous n'aurons pas la guerre au printemps ni à l'automne cette année, parce que nos ennemis n'y sont pas prêts. Ils craignent les résultats d'une guerre plus que tous les autres, et les ouvriers d'Occident sont opposés à la guerre contre l'Union soviétique. Enfin, nous poursuivons inébranlablement une politique de paix, ce qui rend difficile la guerre avec notre pays ».

Alors, comment qualifier les deux membres du Bureau politique assez légers ou cyniques pour traiter le peuple russe comme une matière première susceptible d'être soumise impunément au chaud, puis au froid, sans craindre de le secouer d'inquiétude, quitte à le rassurer après avoir constaté de dangereuses réactions? Quel mépris pour cette masse populaire si souvent mise à contribution, sans son aveu, dans les thèses et déclarations officielles...

Cette fois, les bolchéviks ont eu, pour crier à la guerre, des motifs en apparence plus sérieux que dans les cas précédents, mais heureusement pas plus convaincants. Il est difficile de discerner, dans leur conduite, la part de tactique et la part d'erreur; sans nul doute, à côté d'un certain jeu

classique, il y a l'auto-suggestion de gens qui finissent par croire en leur leitmotiv après l'avoir répété sans conviction et deviennent victimes de l'atmosphère par eux créée. Mais il y a aussi l'incapacité où sont nos camarades de traiter de sang-froid, d'analyser sagement une question de grande envergure, depuis que le parti communiste russe est transformé en « grand muet » et la constitution soviétique considérée comme « chiffon de papier ».

Toujours est-il qu'ils ont, une fois de plus, *fait marcher* inutilement leurs fidèles et les éternels suiveurs, s'exposant à d'inévitables dépressions que nous paierons cher le jour où, le danger étant réel, la classe ouvrière, lasse d'avoir été abusée, ne nous croiera plus. Et le moins remarquable n'est pas d'avoir réussi à en conter autour de soi, comme en témoigne la lettre de Romain Rolland au *Libertaire*, affirmant sans aucun argument à l'appui: « *La Russie est en danger* ».

Nous ne partageons pas, sur ce point comme sur bien d'autres, l'opinion du communisme officiel.

..\*

Certes, la guerre est inévitable sous l'actuel régime. Il faudrait, pour le nier, faire fi de toutes les sciences historiques, politiques et sociales acquises. Mais il ne s'agit pas ici de guerre en général: il est question de guerre dans l'Europe présente, dans des conditions données, dans des délais d'actualité.

Nous pouvons croire à l'inéluçabilité d'une guerre comme dénouement, dans les rapports capitalistes, des contradictions entre les forces productives et les facultés d'absorption du marché. Contrairement aux affirmations officielles du néo-bolchévisme, nous savons que les moyens de production ont augmenté avec la dernière guerre. Contrairement aux mêmes théories, nous pensons que le capitalisme a surmonté sa dernière grande crise. Et contrairement au même Boukharine et à son école, nous voyons le danger dans la crise à venir de surproduction, non dans la crise dépassée de sous-production. Il y a donc de lointaines perspectives de guerre, sur lesquelles nous nous expliquerons à loisir, n'ayant rien de commun avec les considérations évoquées à la légère par « Moscou » pour les besoins d'une politique à la petite semaine.

Mais doit-on s'attendre à une guerre

voulue par l'Angleterre comme moyen de sauvegarder ses concessions en Chine ou de s'ouvrir par la force le marché russe, selon la thèse de nos brouillons ?

Les bourgeoisies, bien que vouées à une sorte d'incompréhension historique par leur nature économique même, ne sont pas incapables de s'instruire dans l'ordre de la politique quotidienne. Or, s'il est une leçon évidente des expériences d'intervention armée contre la Révolution russe, c'est leur effet de rassembler toutes les forces actives du pays autour du pouvoir *de facto*. Les immixtions étrangères de 1918-1919 n'ont pas peu contribué à affermir le régime soviétique, si paradoxal que cela puisse paraître aux ignorants. Une invasion servirait les desseins anglais seulement dans le cas où elle serait irrésistible, et l'histoire montre comment, selon l'expression si juste de Jaurès, la Russie se défend par sa profondeur. Etudiant la Révolution française de 1848, Marx écrivait : « *Il ne se produisit aucune de ces grandes complications étrangères qui auraient pu exciter l'énergie, précipiter le cours de la révolution, aiguillonner le gouvernement provisoire ou le jeter par dessus bord.* » La Révolution russe a précisément bénéficié de telles complications et les gouvernements bourgeois l'ont compris.

Pour entreprendre une campagne décisive, en faire les frais et en courir les risques, il faudrait que l'Angleterre y fût acculée par une situation sans issue *immédiate*. Les difficultés très réelles de l'Empire ne ressemblent à rien de tel. Son déclin industriel bien connu ne suit pas un rythme catastrophique ; le capitalisme britannique trouve encore de larges compensations dans l'exportation des capitaux et la suprématie du commerce maritime. Malgré le fabuleux enrichissement des Etats-Unis dont les investissements extérieurs atteignirent en 1926 plus du triple de ceux de la Grande-Bretagne, Londres est encore le grand marché financier par excellence (1). De nouvelles constructions maritimes maintiennent la flotte marchande anglaise à son rang et presque tous les pays paient tribut à son fret. La *Shell* contrôle les principaux gisements pétrolifères du monde, hors des Etats-Unis et de la Russie.

Le chômage ? L'Angleterre en supporte

(1) En 1926, malgré ses difficultés sans précédent, la Grande-Bretagne a effectué des émissions atteignant 264.548.000 livres sterling, dont 122.048.000 pour l'extérieur. (Chiffres correspondants de 1925 : 344.588.000. et 99.481.000). D'après le *Financial Times*, les Etats-Unis ont exporté en 1926 : 400 millions de livres dont la moitié en Europe. L'Internationale n'a jamais étudié sérieusement le rôle de Londres comme dispensateur de capitaux.

la plaie depuis des années et peut la supporter encore. Ce n'est pas un mal spécifiquement britannique : il y a 10 millions de sans-travail sur les deux continents, et leur nombre augmente surtout en Russie. Une certaine résorption est d'ailleurs à prévoir dans les pays de fortes mobilisations, le « manque à naître » des années de guerre devant se faire sentir dans deux ou trois ans. L'ouverture du marché russe exercerait une bien faible influence sur la production anglaise, à en juger par les chiffres des plus prospères échanges d'avant-guerre et compte tenu des rudes concurrences à subir.

La perte de débouchés en Chine ? L'Angleterre en a perdu bien d'autres dans ses propres colonies et Dominions qu'elle a elle-même équipées, outillées. Elle doit redouter en Chine la rivalité américaine et japonaise bien plus que l'hostilité chinoise et l'action russe. Elle sait que la victoire du nationalisme y trayerait la voie du capitalisme : ce n'est pas la Russie qui pourrait fournir l'argent et les machines nécessaires au progrès économique chinois. Moins riche que les Etats-Unis, l'Angleterre a des commerçants et des financiers plus expérimentés que les rivaux américains, connaissant mieux le terrain, rompus au placement des capitaux : elle peut encore conquérir une bonne place au soleil d'Extrême-Orient.

Aucune raison sérieuse ne pousse donc l'Angleterre à une guerre anti-russe. A peine est-il besoin d'évoquer le fameux « danger bolchévik » pour le tourner en dérision. Les informations ne manquent plus sur la Russie soviétique : on sait son incapacité de faire une guerre autre qu'une guerre *défensive*. Le communisme britannique ne mérite même pas de retenir ici l'attention. Quant aux prétendues menées révolutionnaires de Moscou aux colonies, pas un homme sérieux ne peut y croire : l'Etat soviétique n'a ni hommes, ni argent, ni organisation pour les faire. On connaît son budget misérable, le désordre de ses entreprises, l'offensive médiocrité de sa douzaine d'émissaires. Le prétexte des menées anti-britanniques peut alimenter les campagnes de la presse *jingoe*, non justifier une campagne militaire ou navale.

Même si, contre ses intérêts évidents, le gouvernement anglais actuel songeait à une guerre, encore faudrait-il se rappeler que le parti conservateur n'est pas l'Angleterre. La situation politique intérieure de celle-ci est caractérisée par l'équilibre approximatif des forces rivales ; les conservateurs, majorité aux Communes, n'ont même pas la majorité dans le pays. Imagine-t-on une guerre de longue haleine menée contre la

volonté d'une moitié de la population (pour commencer) ? Il faut être membre d'une cellule pour y croire.

Les Anglais ne se battent pas eux-mêmes, — sur terre. A supposer, contre tout ce qui précède, une volonté de guerre à tout prix, cette guerre ne serait possible qu'au moyen de l'infanterie polonaise, avec appoint de soldats des petits pays limitrophes. Qu'offrirait l'Angleterre à ces alliés, pour prix d'une terrible saignée ? Et croit-on que les gouvernants de ces Etats en équilibre instable puissent s'aventurer ainsi ? La Pologne vient de montrer, à l'occasion de l'attentat de Varsovie, son intention de conserver de bons rapports avec la Russie. La Lettonie a conclu avec celle-ci un traité tel que s'il était possible d'en conclure un semblable avec la Pologne, la paix serait assurée à la République des Soviets pour au moins dix ans. Or, gagner du temps dans l'Europe d'aujourd'hui, pour le premier Etat à tendances socialistes, c'est peut-être tout gagner.

\* \* \*

Staline, sans le faire exprès, a dit une vérité, dans le discours cité plus haut, en indiquant que sa politique de paix « *rend difficile la guerre avec notre pays* ». Il avouait ainsi que la guerre dépend non seulement de l'Angleterre, *mais aussi de la Russie*. Selon que le pouvoir soviétique fera une politique de paix plus ou moins clairvoyante, les risques de guerre seront accrus ou dissipés, et, dans le pire des cas, reculés. Les contradictions européennes d'intérêts laissent envisager une guerre entre états capitalistes plus tôt qu'entre le monde bourgeois et le monde soviétique : une telle guerre profiterait à la Russie en affaiblissant ses ennemis, en prolongeant son répit de travail constructif. Si la République des Soviets *ne veut pas* faire de guerre pour la Bessarabie, la Russie-Blanche ou un bout de rivage baltique, ne se laisse entraîner dans aucun conflit armé, soit par des raisons de prestige, soit à la recherche d'avantages immédiats, elle pourra longtemps travailler en paix.

Mais les actuels dirigeants de l'Etat soviétique sont-ils capables de mener une politique intelligente, conforme aux intérêts du prolétariat international ?

La politique stalinienne est bien la plus incohérente possible. C'est un mélange d'étroitesse nationale, de prudence paysanne, de conservatisme timoré, et de phraséologie révolutionnaire, de vaine arrogance, de bluff inutile. La dégénérescence du bolchévisme et de ses divers « appareils », si évidente après la mort de Lénine, n'est pas rapide au

point de laisser déjà champ libre aux nouvelles classes privilégiées dont Staline est l'interprète. Celui-ci compte encore avec le prolétariat, l'opposition de gauche, les traditions du Parti : d'où les oscillations de sa conduite, l'incohérence de sa politique, les contradictions de ses porte-paroles où Boukharine dit rouge quand Rykov dit blanc, où Tomskey dit jaune quand Kalinine dit vert.

La *nep*, adoptée en 1921 sous l'influence de Lénine et de Trotsky, est une politique de compromis, non une politique de guerre ; Staline n'a rien eu besoin d'inventer. Encore devons-nous, cette *nep*, la faire, non la faire et la défaire à la fois. Prétendre instaurer le socialisme dans un seul pays, et dans un pays paysan ; en même temps, demander emprunts et crédits aux états capitalistes ; dépouiller la classe ouvrière russe de tous droits, au nom de la dictature du prolétariat ; multiplier les platitudes aux leaders travaillistes, puis les couvrir de boue ; épurer les partis communistes de tout élément communiste pour en faire des appendices d'un Etat russe de moins en moins prolétarien, de plus en plus bureaucratique et paysan ; soumettre le mouvement ouvrier chinois au nationalisme bourgeois ; défier, menacer, provoquer la bourgeoisie anglaise tout en s'efforçant de l'amadouer avec des notes diplomatiques cauteleuses et des promesses d'affaires, puis se laisser bafouer sans rien pouvoir riposter ; proclamer que l'ordre et la sécurité règnent en Russie où le régime est plus fort que jamais et rétablir, dans la dixième année de la Révolution, les procédures terroristes d'exception du communisme de guerre ; proposer à Genève la reconnaissance de la coexistence des deux régimes (*sic*) et affirmer que la guerre est inévitable, voire imminente, en raison de l'incompatibilité foncière de ces deux mêmes régimes : tout cela ne sent-il pas la décomposition, ne trahit-il pas le désarroi, ne révèle-t-il pas l'absence de tout principe ?

Les raisons de guerre contre la Russie sont bien minces, dans l'Europe d'aujourd'hui, pour que Staline lui-même, avec sa politique d'inconscience et d'impuissance, véritable invitation à la guerre, n'ait réussi à inciter personne à la déclencher. Ayant mis hors la loi les hommes qui, incarnant la Révolution d'Octobre, inspiraient confiance à l'avant-garde ouvrière et forçaient le respect des adversaires bourgeois ; ayant privé l'armée et la flotte rouges des chefs qui les avaient organisées et menées à la victoire ; ayant supprimé le Parti communiste, les syndicats et les soviets, pour n'en laisser subsister que des appareils adminis-

tratifs ; traitant le prolétariat en classe mineure, les partis communistes étrangers en mercenaires, les ouvriers socialistes ou syndicalistes en traîtres ; jouant avec de grands mouvements historiques comme celui des ouvriers chinois et celui des mineurs anglais ; divisant la Révolution russe et l'Internationale contre elles-mêmes ; isolant le parti bolchévique dans son pays, isolant l'appareil dans le Parti, isolant le pouvoir dans l'appareil ; rendant l'Etat soviétique de plus en plus étranger aux intérêts des masses populaires, — Staline a tout fait, dans son aveuglement, pour offrir la Russie à une agression et la rendre incapable d'y résister.

Les gouvernements bourgeois peuvent se croire tout permis à l'égard du régime stalinien, sauf la guerre, et ne lui ménagent pas les affronts. Il y a seulement cinq ans, la République des Soviets s'imposait à l'univers bourgeois ; la conférence de Gênes la traitait en égale des grandes puissances ; par la suite, la plupart des Etats européens lui accordaient leurs reconnaissances officielles, saluées par les organes communistes comme autant de victoires. On peut mesurer maintenant le chemin parcouru depuis le règne de Staline. Ce ne sont que revers, ce ne sont que défaites. Ici des mouvements qui échouent, là des pourparlers qui avortent. Ni la force, ni la diplomatie ne réussissent. Et combien de reniements ?

\* \* \*

Dans le premier numéro du *Bulletin Communiste* ressuscité, en octobre 1925, nous notions au lendemain de Locarno des échantillons de la démagogie pseudo-léniniste : « *L'Humanité* annonce une fois de plus la « guerre imminente contre la République soviétique... *La Rote Fahne* lance un « véhément appel : « *A bas le pacte de guerre* »... Le record est battu par la « *Gazette Populaire de Hanovre* : « Le crime de Locarno ».

A ces affirmations délirantes, nous opposons en ces termes notre point de vue : « *Locarno ne signifie ni la paix perpétuelle, ni la guerre immédiate, mais simplement une trêve. Aucun impérialisme ne se sent en mesure de tirer profit d'une guerre prochaine. La démocratie pacifique, pour un temps, assure de beaux dividendes...* »

Deux ans auront passé bientôt : nous ne craignons pas de reproduire nos textes, ni ne redoutons les comparaisons. Et l'on pourra, dans quelques mois, confronter les idées de cet article avec les faits comme avec les énormités du pseudo-communisme. Signalons, entre autres, dans *l'Humanité* du

26 juin, l'article intitulé : *Contre la guerre qui vient !* dignement complété deux pages plus loin (1). Le *Sunday Worker* du 26 juin, annonce en lettres énormes : « *La guerre ! De nouveau en 1914. L'Inde est la base d'attaque contre la Russie des Soviets. L'Asie méridionale comme centre de gravité* », etc. *La Rote Fahne* découvre simplement « un front unique de Chamberlain à Trotsky ».

Nous maintenons notre opinion de communiste qui réfléchit avant de parler, étudie avant d'écrire, ne s'incline pas devant l'autorité usurpée, l'erreur ni le mensonge, ne défend d'autre intérêt que celui des travailleurs : nous vivons une époque de trêve dans laquelle le capitalisme peut développer sans guerre ses forces productives et exploiter sans péril le travail salarié. Quant à en prévoir le terme, cela ne sera possible qu'après une investigation approfondie des rapports entre la production et le marché : cette étude reste à faire.

Une fois de plus, avec ses histoires de guerre, Staline aura trompé le mouvement communiste russe et international. Mais ses procédés éventés n'en imposent à aucun adversaire. Amis et ennemis de la Révolution russe connaissent cette ruse banale destinée à imposer silence à la classe ouvrière, au Parti, à l'opposition, sous prétexte de menace extérieure, et à justifier la dictature personnelle. Mais dans cette manœuvre même, Staline ajoute une erreur à tant d'autres. Car si vraiment la guerre était proche et inévitable, ce serait une raison de plus, et impérieuse, pour donner une nouvelle orientation à la politique intérieure russe et réaliser un régime démocratique socialiste, en d'autres termes, donner aux travailleurs russe une patrie à défendre.

Remettre en vigueur la Constitution Soviétique : il n'est pas d'autre voie de salut pour la République socialiste. Quelques difficultés, quelques dangers qu'elle doive rencontrer, sur le plan économique comme dans l'ordre politique, elle ne les vaincra que par l'effort collectif, l'initiative, l'activité de son prolétariat organisé dans les Soviets, dans les Syndicats, dans le Parti. En temps de guerre plus vite encore qu'en temps de paix, la dictature personnelle conduirait le régime soviétique à la faillite et la révolution prolétarienne à sa perte.

BORIS SOUVARINE.

(1) En 1<sup>re</sup> page, nous sommes « à la veille du 2 août 1914 ». Mais on lit en 3<sup>e</sup> :

« On peut dire dès aujourd'hui que ce plan machiavélique a échoué. Les appels britanniques à la guerre sacrée contre le socialisme n'ont eu aucun écho en Europe. Si grand est désormais le prestige de l'Union qu'à Genève les experts de la bourgeoisie ont dû reconnaître l'égalité de droit des systèmes capitaliste et socialiste ! »

# La crise du P. C. Russe

## Une « Déclaration » de l'Opposition

*De notoriété universelle, il y a dans le parti communiste russe une opposition irréductiblement dressée contre l'actuel gouvernement bolchévique et son personnel, opposition représentée par les personnalités les plus en vue de la Révolution.*

*Mais les idées de ce courant politique restent ignorées, sauf de quelques dizaines d'initiés. Le prolétariat international ne sait rien des désaccords réels du bolchévisme ; son élite consciente s'en inquiète, interroge en vain ses militants, eux-mêmes ignorants ou abusés, puis se lasse et se décourage.*

*Naguère, et jusqu'à la disparition de Lénine, les organisations ouvrières d'avant-garde se saisissaient des différends de tout ordre intéressant leurs doctrines et tactiques. Elles étudiaient, délibéraient, tranchaient. Une pensée commune s'élaborait dans le travail collectif où s'accomplissait en même temps la sélection des militants.*

*Aujourd'hui, tout cela paraît d'un autre âge. On assiste au spectacle à peine croyable d'une Internationale soi-disant communiste qui, depuis plus de trois ans, passe le plus clair de son temps à condamner toujours « unanimement » une opposition dont elle ignore les critiques, les opinions, le programme, et dont elle ne cherche à connaître ni les intentions, ni les arguments. Si extraordinaire que semble une telle constatation, pas une seule thèse, résolution, déclaration de l'opposition n'a été portée à la connaissance des partis communistes et normalement soumise à la discussion avant un vote, depuis plus de trois ans. Et il s'agit des conceptions,*

*non de quelque groupe de hasard, mais d'hommes dont le nom est gravé en lettres indélébiles dans l'histoire de la Révolution russe et du communisme international.*

*On peut chercher dans les annales du mouvement ouvrier, on n'y trouvera rien qui ressemble, fût-ce de loin, à une imposture de cette envergure, à une dégradation de cette sorte. Les mots font défaut, dans notre vieux vocabulaire, pour caractériser brièvement cet énorme phénomène nouveau, méritant toute une étude particulière.*

*En attendant, à l'intention des communistes disposés à faire un effort pour s'assimiler quelques données de la permanente « question russe » le Bulletin publie la Déclaration adressée par l'opposition à la séance plénière des organes dirigeants du parti bolchévique, avant la conférence d'octobre dernier.*

*Ce document de première importance fut mis « hors la loi » par l'assemblée aux ordres du secrétariat du Parti et ses détenteurs éventuels menacés de sévères répressions. Mais des communistes qui se respectent et prennent au sérieux leurs idées ne considèrent pas comme valables les décisions de gens que personne n'a élus, qui ne rendent pas de comptes au prolétariat, et qui usurpent leur actuel pouvoir en violant les principes, les règles, les statuts, les résolutions du communisme organisé.*

*Une fois de plus, répétons qu'en publiant un tel document, nous ne prenons pas à notre compte toutes les idées qu'il exprime. Nous renseignons, en attendant d'avoir le loisir de formuler explicitement notre propre opinion sur tous les points.*

AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL  
ET DE LA COMMISSION CENTRALE DE CONTRÔLE  
DU PARTI

Des faits visiblement menaçants, de plus en plus fréquents dans le Parti ces temps derniers, nécessitent un jugement attentif et consciencieux ; malgré toutes les tentatives faites d'en haut pour séparer des masses ouvrières une certaine portion du Parti et lui faire abandonner les méthodes propres à celui-ci, nous croyons inébranlablement au maintien de l'unité. C'est précisément pour cette raison que nous voulons, en toute franchise, netteté et même violence, exposer ici notre avis sur les phénomènes malsains qui menacent le Parti, sans rien passer sous silence ; rien atténuer, rien voiler.

### 1. Le Bureaucratisme, source des fractions

La cause directe qui rend les crises du Parti de plus en plus aiguës, c'est le bureaucratisme, monstrueusement développé pendant la période suivant la mort de Lénine. Ce bureaucratisme continue à gagner du terrain.

Le C.C. d'un parti gouvernemental, pour agir sur celui-ci, dispose non seulement de moyens idéologiques et administratifs inhérents aux partis, mais encore de moyens étatiques et économiques. Lénine a toujours tenu compte du danger de la concentration du pouvoir administratif entre les mains des fonctionnaires du Parti, celle-ci entraînant une pression bureaucratique sur ce dernier. C'est précisément pour cette raison que Lénine a eu l'idée d'une commission

de contrôle qui, sans avoir le pouvoir administratif, aurait néanmoins entièrement celui de combattre le bureaucratisme, pour défendre le droit des membres du Parti d'exprimer librement leur opinion et de voter selon leur conscience sans avoir à redouter de représailles.

« A l'heure actuelle, une tâche particulièrement importante incombant aux commissions de contrôle, — dit la décision de la conférence du Parti de janvier 1924, — est de combattre la déviation bureaucratique de l'appareil du Parti et de ses mœurs, de faire rendre compte de leur attitude aux fonctionnaires du Parti ayant entravé l'application de la démocratie ouvrière dans la vie quotidienne des organisations, le libre exposé des opinions dans les réunions et ayant limité le principe électif dans des cas non prévus par les statuts. »

Pourtant, en fait, et il faut le dire dès l'abord, la C.C.C. elle-même est devenue un organe purement administratif; elle aide les autres organes bureaucratiques à faire pression en exécutant pour eux des représailles, en persécutant toute pensée autonome dans le Parti, toute voix de critique, tout murmure d'inquiétude quant au sort de celui-ci, toute remarque critique contre certains dirigeants du Parti.

La résolution du X<sup>e</sup> Congrès dit : « Par démocratie ouvrière dans le Parti, on entend une forme d'organisation assurant, dans l'application de la politique du Parti, une participation active de tous les membres, y compris les plus arriérés, à la discussion de toutes les questions posées, et à leur solution, ainsi qu'une participation active à la construction du Parti. La démocratie ouvrière exclut toute nomination aux fonctions en tant que système; elle se manifeste par le principe électif largement étendu à toutes les institutions de la base au sommet, par l'obligation pour ces institutions de rendre des comptes et de se soumettre au contrôle, etc. »

Seul, un régime pénétré de ces principes peut protéger le Parti contre la formation de fractions, incompatible avec les intérêts vitaux du prolétariat. Séparer la lutte contre les fractions de la question du régime effectif du Parti est une déformation essentielle du travail à accomplir, crée des déviations bureaucratiques et, par suite, des fractions.

La résolution du 5 décembre 1923, adoptée à l'unanimité, montrait que le bureaucratisme, en opprimant la liberté d'appréciation, en tuant la critique, pousse inévitablement des militants de bonne foi dans la voie de l'isolement ou de la création de fractions. Les événements de ces derniers temps, particulièrement l'affaire des camarades Lachévitch, Bielenky, Tchernychoy, etc... confirme entièrement et pleinement l'exactitude de cette remarque. Représenter cette affaire comme la conséquence du mauvais vouloir d'une personne isolée ou d'un certain groupe à l'égard du Parti serait un aveuglement criminel. En réalité, nous sommes en présence d'une conséquence évidente et incontestable des méthodes officielles qui font que l'on ne peut parler qu'au sommet, tandis qu'à la base on pense à part, en gardant ses pensées sous le boisseau. Ceux qui ne sont pas contents, qui ne sont pas d'accord, qui ont des doutes, craignent de faire

entendre leur voix dans les réunions du Parti. La masse de celui-ci n'entend jamais que les discours des autorités, d'après les mêmes éternels clichés. Les liens se relâchent, la confiance dans la direction décline.

L'esprit officiel et l'indifférence qui en résulte irrémédiablement règnent dans les assemblées du Parti. Au moment du vote, il n'est pas rare qu'il ne reste qu'une minorité insignifiante; les assistants se hâtent de partir pour ne pas être obligés de voter des décisions dictées d'avance. Toutes les résolutions sont toujours et partout adoptées à « l'unanimité ».

Ces faits se répercutent douloureusement sur la vie interne du Parti. Les membres craignent d'exprimer tout haut leurs pensées les plus chères, leurs désirs, leurs exigences. Voilà la cause de l'affaire Lachévitch et autres.

## 2. Cause de la croissance du bureaucratisme

Il est tout à fait évident que les centres directeurs ont d'autant plus de difficulté à appliquer leurs décisions selon les méthodes de la démocratie du Parti que l'avant-garde de la classe ouvrière considère de moins en moins leur politique comme sienne.

La divergence entre la direction de la politique économique et celle des sentiments et des pensées de l'avant-garde prolétarienne renforce inévitablement le besoin d'une pression et donne à toute la politique un caractère administratif et bureaucratique.

Toutes autres explications de la croissance du bureaucratisme ne se rapportent qu'à des points secondaires et n'atteignent pas le fond de la question.

Le développement insuffisant de l'industrie par rapport au développement économique du pays dans son ensemble, correspond, malgré l'augmentation du nombre des ouvriers, à une diminution de l'influence du prolétariat dans la société. L'influence de ce développement insuffisant sur l'économie rurale et la croissance rapide des koulaks réduisent, dans les campagnes, le rôle des journaliers et des paysans pauvres, ainsi que leur confiance envers l'État et envers eux-mêmes. L'augmentation insuffisante des salaires comparée au relèvement du niveau de vie des éléments non prolétariens des villes et des privilégiés des campagnes, diminue, pour le prolétariat, la certitude politique et culturelle d'être classe dirigeante. De là, en particulier, le recul évident de l'activité des ouvriers et des paysans pauvres dans les élections aux Soviets; ce fait est un avertissement des plus sérieux à notre Parti.

## 3. La question des salaires

Au cours de ces derniers mois, on flétrissait du nom de démagogie l'idée de garantir, par tous les moyens, pendant la période des difficultés économiques, le maintien des salaires réels, afin de pouvoir, dès la première amélioration, passer à un nouveau relèvement de ceux-ci. Pourtant, c'était pour l'État ouvrier le devoir le plus élémentaire que de poser ainsi la question. La masse du prolétariat, dans son noyau décisif, est assez mûre pour comprendre ce qui est possible et ce qui est irréalisable. Quand, pourtant, elle entend

dire chaque jour que nous nous développons au point de vue économique, que notre industrie prend de l'extension rapidement, que toutes les affirmations sur l'insuffisance de l'allure du développement de l'industrie sont fausses, que le développement du socialisme est garanti d'avance, que toute critique de notre direction économique est basée sur le pessimisme, le manque de foi, etc. ; quand, d'autre part, on répète à cette masse que la revendication du maintien du salaire réel avec son relèvement systématique dans l'avenir est de la démagogie, — les ouvriers ne peuvent pas comprendre comment l'optimisme officiel au sujet des vues d'avenir et d'ensemble peut aller de pair avec le pessimisme sur les salaires.

Pour les masses, de pareils discours semblent inévitablement faux ; ils ébranlent la confiance dans les sources officielles et font naître une sourde inquiétude. La méfiance envers les réunions officielles, les rapports et les votes provoque, chez des militants parfaitement disciplinés, une tendance à se renseigner sans passer par l'appareil du Parti et les renseignements ainsi obtenus font palpiter les masses ouvrières. Il y a là un danger des plus graves. Mais il ne faut pas frapper les symptômes de la maladie, mais aux racines du mal et, en particulier, à l'attitude de la bureaucratie relativement aux salaires.

Le rejet, au Comité central d'avril, d'une proposition des plus légitimes et indispensable tendant à garantir le maintien du salaire réel fut une erreur nette, évidente qui amena, en fait, une baisse des salaires. L'imposition d'une partie des salaires par l'impôt agricole entraîna une nouvelle aggravation. L'influence de ces faits sur la vie quotidienne se trouva encore renforcée par l'application erronée du « régime des économies » et l'état d'esprit des ouvriers en fut également aggravé. La lutte, en elle-même absolument nécessaire, pour arriver à disposer plus prudemment et plus consciencieusement des ressources de l'Etat créa une pression mécanique de haut en bas et amena finalement une pression sur les ouvriers, surtout sur les plus mal payés, ceux dont le sort est le moins assuré ; cette pression eut pour cause l'erreur radicale commise lors de l'organisation de cette lutte et le fait que celle-ci fut menée sans le contrôle de l'ouvrier et du paysan. Cette triple faute dans le domaine des salaires, de l'impôt agricole et du régime des économies, doit être résolument corrigée et sans retard. Il faut, dès maintenant, faire les préparatifs pour accorder, en automne, une certaine augmentation des salaires en commençant par les plus défavorisés. Cela est parfaitement possible, étant donnée l'envergure de notre économie et de notre budget et en dépit de toutes les difficultés présentes et à venir. Mais il y a plus : précisément pour triompher de ces difficultés, il est avant tout indispensable de stimuler l'intérêt actif qu'ont les masses ouvrières à voir s'accroître la puissance de production de l'industrie d'Etat. Toute autre politique serait, au plus haut degré, non seulement au point de vue politique, mais également dans le domaine économique, une politique à courte vue.

Il est donc impossible de ne pas reconnaître une très grande faute (refus du Comité central de

juillet de mettre à son ordre du jour la question de la situation des ouvriers en général, ainsi que de donner des directives précises pour la construction des habitations ouvrières, d'importance exceptionnelle).

#### 4. La question de l'industrialisation

Cette année démontre de nouveau, en toute clarté, que le développement de l'industrie d'Etat retarde sur celui de l'ensemble de l'économie nationale ; la nouvelle récolte nous surprend encore une fois sans réserves de marchandises.

Pourtant l'avance vers le socialisme n'est garantie que si le développement de l'industrie ne retarde pas sur l'ensemble de l'économie, mais l'entraîne en rapprochant systématiquement le pays du niveau technique des pays capitalistes les plus avancés. Tout doit être subordonné à cette tâche, vitale aussi bien pour le prolétariat que pour la paysannerie. Ce n'est qu'à condition de développer avec suffisamment de puissance l'industrie qu'il est possible d'assurer à la fois le relèvement des salaires et les bas prix des marchandises dans les campagnes. Ce serait une absurdité que de baser des projets relativement vastes sur les concessions étrangères auxquelles nous ne pouvons accorder non seulement une place prépondérante, mais même, en général, une place importante sans porter atteinte au caractère socialiste de notre industrie. Le problème consiste donc à établir, au moyen d'une juste politique d'impôts, de prix, de crédits, etc., une répartition de l'accumulation dans les villes et les campagnes permettant de triompher, avec la plus grande rapidité possible, de la disproportion entre l'industrie et l'agriculture.

Si la partie riche des campagnes a pu garder les céréales de l'année passée jusqu'au printemps, réduisant les exportations comme les importations, augmentant le chômage, faisant monter les prix de détail, cela signifie que la politique des impôts et de l'économie en général qui rend possible une telle attitude envers les ouvriers et les paysans est erronée. Une juste politique des impôts parallèlement à une juste politique des prix constitue, dans ces conditions, une des parties les plus importantes d'une direction socialiste de l'économie.

Les quelques centaines de millions de roubles accumulés et concentrés dès maintenant dans les couches supérieures des campagnes servent à l'oppression, par l'usure, des paysans pauvres. Dans les mains des commerçants, intermédiaires et spéculateurs, plus d'un milliard de roubles s'est déjà amassé. Il est nécessaire, par une pression fiscale plus énergique, d'affecter une partie considérable de ces ressources à l'alimentation de l'industrie, au renforcement du crédit agricole, au soutien des paysans pauvres, en leur fournissant des machines et des outils à des conditions privilégiées. L'alliance des paysans et des ouvriers est avant tout, dans les conditions actuelles, une question d'industrialisation.

Pourtant le Parti s'aperçoit avec inquiétude que la résolution du XIV<sup>e</sup> Congrès sur l'industrialisation passe, en fait, de plus en plus à l'arrière-plan ; c'est ainsi, d'ailleurs, qu'ont été annulées toutes les résolutions sur la question dans le Parti. Pour cette question fondamentale dont

dépend la vie ou la mort de la Révolution d'Octobre, le Parti ne peut pas et ne veut pas vivre d'après des manuels officiels qui, souvent, sont dictés non par les intérêts de la cause, mais par ceux de la lutte de fractions. Le Parti veut savoir, réfléchir, vérifier, décider. Le régime actuel l'en empêche; c'est ce qui explique la circulation clandestine de documents du Parti, « l'affaire » Lachévitch, etc.

### 5. La politique dans les campagnes

Dans les questions de la politique agraire, le danger des faveurs accordées aux riches se précise de plus en plus. On entend déjà ouvertement les voix les plus influentes se prononcer pour la transmission de la direction effective des coopératives agricoles aux paysans moyens « puissants », pour le secret complet sur les dépôts des koulaks, pour la vente aux enchères des outils de toute première nécessité appartenant aux emprunteurs insolubles, c'est-à-dire aux paysans pauvres, etc. L'alliance avec le paysan moyen se transforme, de plus en plus fréquemment, en une orientation vers le paysan moyen aisé qui, le plus souvent, est le frère cadet du koulak.

L'Etat socialiste a, parmi ses tâches les plus importantes, celle de faire sortir, grâce à la coopération, les paysans pauvres de leur situation sans issue. L'insuffisance de ses ressources ne permet pas de réaliser de suite des changements brusques. Mais elle ne donne pas le droit de fermer les yeux devant le véritable état des choses et de bourrer le crâne du paysan pauvre d'une morale de résignation tout en encourageant le koulak. Cette façon d'aborder la question, de plus en plus fréquente dans notre Parti, menace de creuser un abîme entre nous et notre principal appui dans les campagnes : le paysan pauvre. Ce n'est que s'il existe une liaison indestructible entre le prolétariat et les paysans pauvres que peut se faire rationnellement leur alliance commune avec les paysans moyens, c'est-à-dire une alliance dont la direction appartienne à la classe ouvrière. Pourtant, c'est un fait que les décisions du Comité central d'Octobre sur l'organisation des paysans pauvres ne sont encore presque pas appliquées par les organisations locales. C'est un fait qu'au sommet de l'administration on constate une tendance à repousser ou à remplacer, autant que possible, les communistes et les paysans pauvres faisant partie des cadres des coopératives agricoles, par des paysans moyens « puissants ». C'est un fait que, sous prétexte d'alliance entre paysans pauvres et moyens, nous constatons très souvent la subordination politique des paysans pauvres aux moyens et, par l'intermédiaire de ces derniers, aux koulaks.

### 6. La déviation bureaucratique de l'Etat ouvrier

Les effectifs de l'industrie d'Etat n'atteignent pas encore deux millions; en y ajoutant les ouvriers des transports, ils restent inférieurs à trois millions. Les fonctionnaires des Soviets, des syndicats, des coopératives et autres ne sont certainement pas moins nombreux. Cette comparaison seule témoigne déjà du rôle colossal joué

par la bureaucratie, tant au point de vue politique qu'économique; il est tout-à-fait évident que l'appareil d'Etat, par sa composition sociale et son niveau de vie est, pour une très grande part, bourgeois et petit-bourgeois; il tend à s'éloigner du prolétariat et des paysans pauvres et à se rapprocher, d'une part, des intellectuels mis à l'écart et, de l'autre, des patrons, concessionnaires, commerçants, koulaks, nouveaux bourgeois. Combien de fois Lénine n'attira-t-il pas l'attention sur les déviations bureaucratiques de l'appareil d'Etat et sur la nécessité, pour les syndicats, de défendre souvent les ouvriers contre lui. Cependant, c'est précisément dans ce domaine que les bureaucrates du Parti sont contaminés en se trompant eux-mêmes de la façon la plus dangereuse. Ceci ressort particulièrement du discours de Molotov à la XIV<sup>e</sup> conférence moscovite du Parti (*Pravda*, 43 décembre 1925). « Notre Etat », disait-il, « est un Etat ouvrier... » « Mais voici qu'on nous offre une formule exprimant qu'il serait plus juste de dire: « rapprocher encore plus la classe ouvrière de notre Etat... » Comment cela? Nous devrions nous fixer comme tâche de rapprocher les ouvriers de notre Etat? Mais alors, qu'est-ce que notre Etat? A qui est-il? Pas aux ouvriers? L'Etat n'est-il pas le prolétariat? Comment peut-on alors rapprocher les ouvriers de l'Etat, c'est-à-dire rapprocher les ouvriers eux-mêmes de la classe ouvrière au pouvoir, dirigeante de l'Etat? » Ces paroles étonnantes sont la négation de la tâche de l'avant-garde prolétarienne luttant pour se soumettre réellement l'appareil d'Etat, au point de vue idéologique et politique. Quelle différence énorme entre cette attitude et le point de vue de Lénine qui écrivait dans ses derniers articles que notre appareil d'Etat n'est que légèrement renforcé au sommet et a conservé, à tous les autres points de vue, ce qu'il y a de plus ancien dans la vieille administration. Il est naturel que la lutte la plus réelle, la plus sérieuse contre le bureaucratisme, lutte effective et non pas de pure forme, soit considérée maintenant comme un obstacle, une mauvaise querelle, un esprit de fraction.

### 7. Les déviations bureaucratiques de l'appareil du Parti

En 1920, la conférence du Parti, dirigée par Lénine, déclara inadmissible que des organes du Parti ou certains camarades se laissassent guider, lors des mobilisations de communistes, par d'autres considérations que l'intérêt de la cause. Toute répression exercée contre des camarades parce que leurs opinions diffèrent du point de vue officiel sur une question quelconque est intolérable. Toute la pratique actuelle contredit cette décision à chaque instant. La vraie discipline est ébranlée et remplacée par la soumission aux personnalités influentes de l'appareil. Des camarades auxquels le Parti peut se fier en toute sécurité dans les jours difficiles sont éliminés des cadres en nombre de plus en plus grand, déplacés, déportés, persécutés et remplacés très souvent par des gens de passage, non éprouvés, mais se distinguant par l'obéissance passive. Ce sont ces graves défauts du régime du Parti qui ont transformé en accusés les camarades Lachévitch et Bielenki, connus

depuis plus de vingt ans comme membres dévoués et disciplinés. L'acte d'accusation dressé contre eux est donc un acte d'accusation contre les déviations bureaucratiques de l'appareil du Parti.

L'importance, pour un parti bolchévique, d'un appareil centralisé, fortement uni, n'a pas besoin d'être élucidée. La révolution prolétarienne serait impossible sans cette charpente. La majorité de l'appareil du Parti se compose de militants dévoués et désintéressés qui n'ont point d'autre mobile que la lutte de la classe ouvrière. Les mêmes militants aideraient avantageusement à faire appliquer la démocratie dans le Parti, s'il existait un régime normal et une utilisation rationnelle des capacités.

### 8. Le bureaucratisme et la vie quotidienne des masses ouvrières

Le bureaucratisme atteint cruellement l'ouvrier dans le Parti, dans l'économie, dans la vie quotidienne, dans la culture. Sans doute la composition sociale du Parti s'est améliorée au cours de ces dernières années, mais, en même temps, il est apparu tout-à-fait nettement que l'augmentation seule du nombre des ouvriers, même actuellement occupés dans les ateliers, ne garantissait pas le Parti des déviations bureaucratiques et des autres dangers. En fait, l'influence du simple membre, en présence du régime actuel, est très faible, souvent nulle.

C'est sur la jeunesse ouvrière et paysanne que la répercussion du régime bureaucratique est la plus pénible. Dans les conditions de la Nep, cette jeunesse, qui n'a pas connu la lutte de classes d'antan, ne pourra atteindre au bolchévisme qu'à la condition de travailler pour penser, critiquer, vérifier par elle-même. Lénine recommanda souvent d'être particulièrement attentif et prudent envers les processus d'idées de la jeunesse. Au contraire, le bureaucratisme entrave le développement de la jeunesse, refoule les doutes, abat la critique et sème ainsi, d'une part, la méfiance et le découragement et, de l'autre, l'arrivisme. A la tête des Jeunesses Communistes, le bureaucratisme, au cours de la dernière période, a acquis un développement extrême, mettant au premier plan nombre de bureaucrates jeunes mais précoces. C'est pourquoi, dans les cadres des Jeunesses Communistes, les éléments venant du prolétariat, des journaliers, des paysans pauvres sont de plus en plus remplacés par des intellectuels et des petits-bourgeois s'adaptant mieux à une direction émanant des bureaux, mais plus éloignés de la masse ouvrière et paysanne. Pour assurer aux Jeunesses Communistes une direction prolétarienne convenable, il faut donner à celles-ci comme au Parti un coup de barre vers la démocratisation, c'est-à-dire vers l'établissement de conditions permettant aux jeunes de travailler, penser, critiquer et décider et d'arriver ainsi à la maturité révolutionnaire sous la direction prudente du Parti.

Le régime bureaucratique s'implante comme une rouille dans la vie des ateliers et usines. Si, en fait, les membres du Parti sont privés du droit de critiquer les Comités du rayon, de la province ou du pays, de même, à l'usine, ils sont privés du droit de critiquer les autorités immédiates. Les militants sont apeurés. Un administrateur pré-

voyantsachants'assurer l'appui du secrétaire d'une organisation hiérarchiquement supérieure se trouve, de ce fait, garanti contre toute critique d'en bas et souvent n'a pas à répondre d'une mauvaise administration ou d'un abus de pouvoir.

Dans un pays où s'édifie l'économie socialiste, le contrôle vigilant des masses, surtout des ouvriers, dans les usines et les fabriques, est la condition principale d'un emploi économique des ressources nationales. Tant que les ouvriers ne pourront pas intervenir ouvertement contre les désordres et les abus, en démasquant et en nommant les coupables, de crainte d'être classés dans l'opposition, parmi les « désaccordeurs », les gêneurs, d'être éliminés de la cellule et même de l'usine, la campagne pour les économies comme celle pour la productivité du travail suivra inévitablement l'ornière bureaucratique, et lésera le plus souvent les intérêts vitaux des ouvriers. C'est précisément ce que l'on constate actuellement.

L'établissement peu soigneux ou maladroit des tarifs et des normes de production, qui atteint cruellement l'ouvrier, est neuf fois sur dix une conséquence directe de la négligence dont les fonctionnaires font preuve vis-à-vis des besoins élémentaires des ouvriers et de la production elle-même. Il faut ajouter à cela le retard dans le paiement des salaires, c'est-à-dire la mise à l'arrière-plan de ce qui devrait être le premier de nos soucis.

La question du *superflu* des sphères dirigeantes, comme on l'appelle, est liée à l'interdiction de toute critique. Beaucoup de circulaires ont été écrites contre le *superflu*. Nombre d'affaires le concernent devant les commissions de contrôle ; mais la masse se méfie de cette lutte bureaucratique contre le luxe. Il n'y a aussi, dans ce domaine, qu'une issue sérieuse : que la masse ne craigne pas de dire ce qu'elle pense.

Où se discutent toutes ces questions brûlantes ? Non dans les réunions officielles du Parti, mais dans les coins et les recoins, sous le manteau, toujours avec crainte. Ces conditions intenablement engendrent « l'affaire » Lachévitch et autres. Déduction principale de cette « affaire » : il faut changer ces conditions.

### 9. La Lutte pour la Paix

Le développement du mouvement révolutionnaire mondial basé sur la solidarité fraternelle des travailleurs est la garantie principale de l'intégrité de l'U.R.S.S. et de la possibilité pour nous d'une évolution socialiste pacifique.

Ce serait pourtant une erreur périlleuse que de créer ou entretenir, dans les masses ouvrières, l'espérance que les social-démocrates ou les gens d'Amsterdam, en particulier le Conseil général des Trade-Unions avec Thomas et Purcell en tête, sont disposés à lutter contre l'impérialisme et les interventions militaires, ou capables de le faire. Les collaborationnistes anglais qui ont trahi si odieusement leurs propres ouvriers pendant la grève générale et achèvent maintenant de trahir la grève des mineurs, trahiront en cas de danger de guerre encore bien plus honteusement le prolétariat anglais et, avec celui-ci, l'U.R.S.S. et la cause de la paix. Dans les recommandations remarquables de Lénine à

notre délégation à La Haye, il expliqua que c'est en démasquant impitoyablement les opportunistes devant les masses qu'il serait possible d'empêcher la bourgeoisie de surprendre les ouvriers à l'improviste quand elle tenterait à nouveau de provoquer la guerre. Ce qui importe surtout, écrivait-il, c'est de réfuter à La Haye l'opinion courante sur les pacifistes d'Amsterdam, selon laquelle ceux-ci seraient contre la guerre, ne comprendraient pas qu'elle puisse et doive tomber sur eux au moment le plus inattendu, seraient en état de concevoir, fût-ce quelque peu, les moyens de la combattre, et seraient capables d'adopter contre la guerre des procédés logiques de lutte permettant d'atteindre le but. Lénine attirait particulièrement l'attention du Parti sur le fait que les discours de beaucoup de communistes contenaient des affirmations inexacts et extraordinairement insouciantes quant à la lutte contre la guerre. Je pense, écrivait-il, qu'il faut intervenir impitoyablement contre de pareilles déclarations, surtout si elles ont été faites après la guerre et faire connaître le nom de leurs auteurs. On peut, autant qu'on le désire, surtout si cela est nécessaire, atténuer son jugement sur tel orateur, mais il ne faut pas passer sous silence un seul de ces cas, car une attitude insouciant envers cette question est un mal qui l'emporte sur tous les autres et envers lequel il est absolument impossible d'être indulgent. Il faut rappeler à nouveau ces paroles de Lénine à la conscience de notre propre parti et de tout le prolétariat international. Il faut dire, de façon à ce que tout le monde l'entende, que les Thomas, les Macdonald, les Purcell sont aussi peu aptes à empêcher l'agression impérialiste que les Tseretelli, les Dan et les Kerensky d'arrêter la boucherie impérialiste.

Une condition essentielle de la défense de l'U.R.S.S. et, par conséquent, du maintien de la paix, est la liaison indéfectible entre l'Armée rouge qui grandit et se renforce et les masses travailleuses de notre pays et du monde entier. Toutes les mesures économiques, politiques et culturelles qui donnent de l'extension au rôle de la classe ouvrière dans l'Etat, renforcent sa liaison avec les paysans pauvres et avec les paysans moyens, consolide par là-même l'Armée rouge, assurent l'intégrité du pays des Soviets et affermissent la cause de la paix.

## 10. L'Internationale Communiste

Redresser la politique de classe du Parti, c'est redresser sa politique internationale. Il faut rejeter toutes les conséquences douteuses de cette nouveauté présentant le triomphe de l'édification du socialisme dans notre pays comme n'étant pas intimement lié à l'allure et au résultat de la lutte du prolétariat européen et mondial pour la conquête du pouvoir. Nous construisons et construirons le socialisme. Le prolétariat européen luttera pour le pouvoir. Les peuples coloniaux luttent pour leur indépendance. C'est un front commun. Chaque détachement, dans son secteur, doit donner le maximum de son activité sans attendre l'initiative d'autrui. Le socialisme triomphera dans notre pays par des liens indéfectibles avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat européen et mondial et grâce à la lutte de l'Orient contre le joug impérialiste.

L'orientation de la politique de l'I.C., le régime intérieur de celle-ci sont, à leur tour, intimement liés au régime de notre parti, qui a été et reste le parti dirigeant. Tout mouvement dans notre parti se répercute inmanquablement dans les autres sections de l'Internationale. C'est donc d'autant plus notre devoir de vérifier notre conduite du point de vue international, en véritables bolchéviks.

Le XIV<sup>e</sup> Congrès a estimé nécessaire que les autres Partis prennent part avec plus d'indépendance à la direction de l'I.C. Malgré cela, cette résolution, comme les autres, demeure sur le papier et ce n'est pas un hasard. Il n'est possible de résoudre les questions aiguës dans l'I.C. par les voies politiques et administratives normales que s'il existe un régime normal dans notre propre parti. En tranchant mécaniquement les questions discutées, on menace d'affaiblir de plus en plus la cohésion interne des P.C. et leurs liens étroits. Au sujet de l'I.C., il nous faut revenir avec décision aux règles fixées par Lénine et vérifiées pendant sa vie.

## 11. Les Fractions

Pendant les deux années précédant le XIV<sup>e</sup> Congrès, il exista un « septuor » fractionnel dont faisaient partie six membres du Bureau politique et le camarade Kouibychev, président de la C.C.C. Ce comité fractionnel, à l'insu du Parti, tranchait d'avance, secrètement, toutes les questions à l'ordre du jour du Bureau politique et du C.C. et résolvait de lui-même toute une série de questions sans les soumettre à ce dernier. De la même manière fractionnelle, il disposait des hommes. Il liait ses membres par une discipline intérieure de fraction. Les camarades Yaroslavsky, Ianson, etc., qui luttent sans pitié contre les fractions et les groupements, prirent part aux travaux du « septuor » à côté de Kouibychev.

Après le XIV<sup>e</sup> Congrès, une fraction dirigeante analogue continua incontestablement à exister. A Moscou, Léninegrad, Kharkov et dans les autres grands centres, des réunions secrètes ont lieu, organisées par une partie des sphères supérieures de l'appareil et cela malgré que tout l'appareil officiel soit dans leurs mains. Ces réunions secrètes, convoquées d'après des listes spéciales, sont de véritables assemblées de fractions. On y lit des documents secrets, le simple fait de communiquer ceux-ci entraîne pour tout adhérent aux dites fractions l'exclusion du Parti.

Il est évidemment absurde d'affirmer qu'une majorité ne peut être considérée comme une fraction. L'interprétation et l'application des résolutions des Congrès doivent revenir aux organes du Parti et non pas avoir lieu en faisant trancher d'avance toutes les questions par la fraction dirigeante dans les coulisses des institutions normales. Il y a, dans la fraction dirigeante, une minorité qui considère que la discipline de fraction prime celle du Parti. Tout ce mécanisme fractionnel a pour tâche de ne pas permettre de modifier la composition et la politique de l'appareil selon les règles normales statutaires. Chaque jour, cette fraction organisée menace de plus en plus l'unité du Parti.

Le mécontentement profond éprouvé contre

le régime intérieur du Parti instauré après la mort de Lénine, le mécontentement plus prononcé encore causé par les écarts de notre politique font surgir inévitablement des interventions d'opposition et des discussions aiguës. Pourtant, le groupe dirigeant, au lieu de puiser des enseignements dans les faits nouveaux douloureux et de redresser sa ligne de conduite, aggrave systématiquement les erreurs du bureaucratisme.

Il ne peut faire maintenant aucun doute que le noyau fondamental de l'opposition de 1923 avait avec raison mis en garde contre les dangers d'une déviation de la ligne prolétarienne et contre la croissance menaçante du régime de l'appareil, comme le prouvent les actes de la fraction actuellement au pouvoir.

Les opposants de 1923, parmi lesquels des dizaines et des centaines de vieux bolchéviks ouvriers, trempés dans la lutte, étrangers à l'arrivisme et à la flagornerie, sont encore tenus à l'écart de l'activité du Parti, malgré toute la discipline et la retenue dont ils ont fait preuve.

La répression contre les cadres principaux de l'organisation de Léninegrad après le XIV<sup>e</sup> Congrès ne pouvait ne pas causer une alarme profonde chez les meilleurs ouvriers de notre parti, habitués à considérer les ouvriers communistes de Léninegrad comme la garde prolétarienne la mieux éprouvée. Au moment où la nécessité d'une résistance au koulak grandissant se faisait le mieux sentir, le groupe dirigeant intervint contre l'avant-garde des ouvriers de Léninegrad, coupable seulement d'avoir mis en garde contre le péril koulak. Les meilleurs militants furent déportés de Léninegrad par centaines. Des milliers d'ouvriers communistes, constituant les meilleurs éléments actifs de l'organisation de Léninegrad sont, par tous les moyens, écartés du travail du Parti. Chaque militant consciencieux se rend dès maintenant clairement compte que ces ouvriers avaient raison dans l'essentiel au point de vue politique. La blessure faite à l'organisation de Léninegrad ne pourrait se cicatriser qu'à la suite d'un changement radical dans le régime intérieur du Parti. Si les choses continuent comme elles vont maintenant, on ne peut douter que non seulement à Moscou et à Léninegrad il faudra encore et toujours de nouveau serrer la vis, épurer et déporter, mais que les autres centres prolétariens comme le Donbass, Bakou, l'Oural devront aussi subir une répression décuplée.

Rien n'indique aussi clairement qu'on s'éloigne de Lénine que la tendance à se débarrasser de tout jugement bolchévik sur les dangers de l'orientation actuelle du Parti, en qualifiant ce jugement de « menchevik ». C'est en abordant ainsi la question que nos dirigeants les plus ossifiés idéologiquement se trahissent. Le menchevisme, convaincu de l'inéluctabilité de la transformation capitaliste de l'U.R.S.S. base tous ses calculs sur la rupture entre la classe ouvrière et l'Etat soviétique, de même que les socialistes-révolutionnaires comptent sur celle qui peut se produire entre ce dernier et la paysannerie « forte ». En fait, le menchevisme, en qualité d'agent de la bourgeoisie, ne pourrait réellement espérer cesser d'être, pour un temps, quantité négligeable que si la fissure entre la classe ouvrière et l'Etat soviétique s'élargit. Pour empêcher cela, il faut,

avant tout, voir nettement cette fissure au moment où elle se produit et non fermer les yeux, comme le font les bureaucrates qui nient même la nécessité de travailler à rapprocher l'Etat soviétique, la classe ouvrière et les pauvres des campagnes. L'embellissement de la réalité, l'optimisme officiel dans les questions économiques générales et le pessimisme quant aux salaires, le désir de ne pas voir le koulak et, par là même, l'encouragement donné à celui-ci, l'attention insuffisante accordée aux paysans pauvres, la poigne particulièrement brutale dans le travail des centres, le refus de comprendre la leçon donnée par les dernières élections aux Soviets, tout cela correspond à une préparation effective, réelle, et non seulement verbale, à l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires.

C'est se tromper grossièrement soi-même que penser qu'après avoir mécaniquement écrasé la soi-disant opposition, les cadres de la démocratie du Parti s'élargiront ; en se basant sur toute son expérience, le Parti ne peut plus continuer à ajouter foi à cette légende endormeuse. Les procédés mécaniques de répression préparent de nouvelles fissures, de nouvelles failles, de nouvelles exclusions et éliminations, un nouveau serrage de vis pour l'ensemble du Parti. Inévitablement, ce système rétrécit le sommet dirigeant, abaisse l'autorité de la direction et exige une oppression double et triple pour remplacer l'autorité intellectuelle. Le Parti doit, à tout prix, mettre fin à ce processus périlleux. Lénine a montré que diriger fermement le Parti ne voulait pas dire l'étouffer en lui serrant la gorge.

## 12. Pour L'Unité

Il est hors de doute que le Parti est capable de triompher de toutes les difficultés. Ce serait une parfaite folie que de ne pas voir d'issue dans la voie de l'unité. L'issue existe et seulement dans cette voie. Pour y parvenir, une attitude bolchévique attentive et honnête est nécessaire envers les questions posées. Nous sommes adversaires d'une discussion « saisonnière », nous sommes contre une fiévreuse discussion. Une telle discussion, imposée d'en haut, coûte trop cher au Parti. La plupart du temps, elle l'étourdit, le convainc très peu, ne l'enrichit que très peu idéologiquement.

Nous adressons au Comité Central la proposition de rétablir, dans le Parti, par un effort commun, un régime permettant de résoudre toutes les questions discutées en parfaite conformité avec les traditions du Parti, avec les sentiments et les pensées de l'avant-garde prolétarienne.

Ce n'est que sur cette base que la démocratie est possible dans le Parti. Et ce n'est que sur la base de la démocratie du Parti qu'une direction saine, collective est possible. Il n'y a pas d'autres voies. Pour la lutte et le travail dans cette unique voie juste, notre appui sans réserve est complètement assuré au Comité Central.

IVAN BAKAIEV.  
G. LISDINE.  
M. LACHÉVITCH.  
N. MOURALOV.  
A. PETERSON.  
K. SOLOVIEV.  
G. EVDOKIMOV.

G. PIATAKOV.  
I. AVDEIEV.  
G. ZINOVIEV.  
N. KROUPSKAIA.  
L. TROTSKY.  
L. KAMENEV.

# Lettres de Moscou

## Vers l'Exclusion ?

Juin 1927.

« ... La situation est de plus en plus tendue dans le Parti. Je parle, évidemment, des hautes sphères, car il n'y a plus, depuis longtemps, de discussion à la base. Il s'est formé, ces dernières années, une infinité de groupes secrets où les ouvriers discutent entre eux, échappant ainsi aux mouchards professionnels ou bénévoles. Ces noyaux clandestins ne sont pas reliés entre eux et nul ne peut prévoir comment l'opinion qui s'y élabore se manifestera un jour. Les oppositions connues sont dissoutes et leurs leaders ont invité leurs partisans à les imiter dans la soumission ; mais les ouvriers, sans demander aucune permission à personne, ne veulent pas renoncer à leur droit de s'informer, de discuter, d'étudier hors des pressions officielles et des procédés d'intimidation des fonctionnaires. Pour en revenir, donc, aux « sommets », les polémiques y battent leur plein et vous en verrez bientôt les conséquences ; quelques-unes, d'ailleurs, sont déjà connues.

« Il y a quelque temps, le Bureau politique était divisé en deux groupes de quatre, incapables de se mettre d'accord pour désigner le neuvième membre statutaire. Songez à l'importance de celui-ci, comme appoint susceptible de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, c'est-à-dire de consolider le pouvoir de Staline ou de lui faire courir le risque d'être mis en minorité sur certaines questions. Le clan Rykov proposait de nommer Pétrovsky, le clan Staline suggérait le nom d'Ouglanov ; personne ne voulait céder. On se serait peut-être mis d'accord sur la désignation de Kouibychev mais on s'aperçut, au moment décisif, que ce camarade n'est même pas membre du Comité Central (les statuts prévoient, et pour cause, l'incompatibilité des fonctions de membre du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle) ; par la même occasion, on s'aperçut que les statuts avaient été violés « sans le faire exprès », dans un cas analogue, en faveur d'Ordjonikidzé ; mais vous savez quel cas on fait ici de ces pauvres statuts. Cette fois, pourtant, le scandale eût été trop évident et... il manque toujours un membre au Bureau politique.

« Le clan Rykov-Tomsky-Kalinine-Boukharine ne brille pas précisément par l'homogénéité. Le premier traduit assez bien la mentalité de la bourgeoisie technicienne ralliée au régime, ingénieurs, agronomes, spécialistes de toutes sortes ; le second est connu comme un syndicaliste-réformiste du type anglais ; le troisième est par excellence l'interprète des paysans petits propriétaires, parfois même avec une nuance d'inclinaison vers le *koulak* appelé, pour la circonstance, « paysan aisé » ; quant au dernier, le fournisseur d'idées de l'actuel Comité Central, il passe d'une influence à l'autre avec une facilité déconcertante...

« Actuellement, Tomsky s'est rapproché de Staline, comme pour chercher une protection par suite du discrédit de sa politique du Comité Anglo-Russe, en pleine faillite. De même, Boukharine est associé à Staline pour la politique menée en Chine, et dont l'échec catastrophique est universellement reconnu.

« Les affaires de Chine et la piteuse comédie du Comité Anglo-Russe ont jeté un grand trouble dans le Parti. Tous les camarades responsables voient maintenant entre les mains de quels incapables est tombé le Parti. Beaucoup se taisent par crainte de la disgrâce mais n'en pensent pas moins et ne se retiennent pas de murmurer dans l'intimité. L'opposition, se faisant la porte-parole de l'indignation sourde des cadres et de

l'inquiétude de la masse, a usé de son droit de dire son avis en adressant au Comité Central une « Déclaration » revêtue de 81 signatures. C'est l'événement du jour.

« Vous aurez probablement connaissance de ce document par ailleurs, car il circule sous le manteau à Moscou et ne peut manquer d'être connu. C'est un réquisitoire en règle contre la politique néfaste de Staline envisagée sous tous ses aspects, et que chacun peut apprécier aux résultats. Au moment où j'écris, la « Déclaration » est déjà soutenue de 270 signatures. Il s'agit, notez-le, de signatures sélectionnées, de camarades ayant un long stage dans le Parti et considérés comme des bolchéviks éprouvés, appartenant aux plus anciens cadres. Vous y trouverez les noms de Trotsky et de ceux qui se sont depuis longtemps associés à ses conceptions : Piatakov, Préobrajensky, Mouralov, Iakovleva, Sérébriakov, etc. ; de Zinoviev et de ses partisans : Eydokimov, Safarov, Zorine, Sokolnikov, Gordon, etc. ; d'autres n'appartenant à proprement parler à aucune de ces tendances : Smliga, Radek, Vilensky-Sibriakov, etc. Les principaux représentants de la République des Soviets à l'étranger ont envoyé leurs signatures : Krestinsky, Kamenev, Racovsky, Antonov-Ovséienko, etc. Un certain nombre de membres de la *Société des anciens bolchéviks* se sont ralliés à la « Déclaration ».

« Mais plus importante encore que le nombre et la qualité des signataires est la sympathie que le document a rencontrée dans les milieux les plus divers du Parti. Staline n'ignore pas que *des milliers* de camarades sont d'accord avec les auteurs de la « Déclaration » et ne se manifestent pas *uniquement pour ne pas faciliter la répression*. En effet, les signataires sont déjà catalogués comme opposants ; ils ne révèlent rien de nouveau en inscrivant leurs noms ; mais quantité d'opposants existent qui n'ont aucune raison, dans l'état de choses actuel, de se désigner aux coups de la Commission de Contrôle, de perdre leur emploi, de se faire expédier en Sibérie ou au Turkestan.

« Un fait assez symptomatique est l'apparition d'un groupe dit « tampon » (*bouferstoo*) dont les représentants sont Chklovsky et Kasparova ; ce groupe attire l'adhésion d'un assez grand nombre de camarades qui ne partagent pas toutes les idées de l'opposition mais voudraient voir cesser le régime de terreur dans le Parti. D'autre part, il est certain que les dirigeants *réels* de l'économie, sans épouser les conceptions de *gauche* de l'opposition, approuvent entièrement l'initiative de *démocratisation* des institutions ouvrières.

« Dans l'entourage même de Staline, il y a des camarades qui s'opposent à la tactique d'aveugle répression, notamment Rykov et Ordjonikidzé. En outre, au dernier Comité Exécutif de l'Internationale, Staline s'est aperçu que plusieurs délégations ne le suivaient plus dans sa politique brutale de décapitation : les Italiens, certains Français, les Tchéco slovaques, etc... C'est pourquoi les mesures de rigueur primitivement envisagées par Staline se sont trouvées modifiées.

« Au plénum du Comité Central et de la Commission de Contrôle, qui doit se tenir au milieu de juillet, l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du Comité Central sera proposée, et, évidemment, votée. Après quoi, Staline préparera les esprits à exclure du Parti les représentants les plus en vue de l'opposition, « pour l'exemple ». D'après les familiers de Staline, entre autres Iaroslavsky, il s'agirait de « liquider » une vingtaine de chefs. Inutile de dire que de tels procédés ne feraient qu'exaspérer le sentiment révolutionnaire du Parti et précipiter le processus en cours : chaque répression entraînant d'autres répressions, au bout desquelles on ne voit d'autre issue que la fin de la dictature du prolétariat.

« Sera-t-il donné à Staline de mener à bonne fin (de son point de vue) l'opération qui doit le conduire au pouvoir personnel ? Cela dépendra de plusieurs facteurs. La classe ouvrière, certes, voit avec consternation les déchirements du Parti et redoute des conflits sanglants, mais elle a trop souffert dans la guerre civile pour pouvoir se mêler activement à la lutte aujourd'hui. Une minorité seule est capable de faire une tentative pour s'interposer, mais vous savez qu'elle serait désarmée devant les troupes sûres dont dispose Staline (sûres, parce que inconscientes et trompées). Aucune lutte armée ne peut être envisagée. Il s'est produit récemment un incident très significatif : un des hommes les plus éminents, les plus cultivés, les plus considérés du Parti, Smilga, a été envoyé en disgrâce en Sibérie ; le jour de son départ, la gare fut envahie de camarades communistes venus manifester leur sympathie au militant partant pour l'exil ; à tel point que les voyageurs ne purent s'approcher du train ; des discours d'adieu furent même prononcés par Trotsky et Zinoviev. C'est un fait sans précédent depuis la révolution qu'une pareille démonstration, sauf l'accompagnement du même genre, bien qu'à un effectif plus réduit, le jour du départ de Kamenev pour Rome. Il ne faudrait pas beaucoup de manifestations pareilles pour que Staline fasse réprimer par la force toute velléité analogue.

« Faut-il espérer quelque chose de l'intervention des groupes « tampons » ? Mieux vaut ne pas nourrir d'illusions. Staline est le maître absolu de l'appareil du Parti, entièrement nommé par lui : or, tous les autres appareils, celui des Syndicats comme celui des coopératives, celui de l'Etat comme celui de la police et de l'armée, sont subordonnés à l'appareil du Parti. C'est bien ce que vous avez appelé un jour *la dictature du secrétariat*. Si Staline le veut, il peut écraser les « tampons » avec l'opposition.

« Les derniers événements de la politique extérieure ont servi la coterie régnante. Une propagande patriotique intense a suivi la rupture avec l'Angleterre et des manifestations chauvaines ont été savamment organisées. Dans une telle atmosphère, il est facile de proclamer la révolution en danger et de traiter les opposants en alliés de l'ennemi. En réalité, les conservateurs anglais ont fait le jeu de Staline, qui ne croit nullement à la guerre, ne se gêne pas pour déclarer à ses amis qu'il ne saurait être question de « conflagration armée », mais, en même temps, alerte la population pour masquer ses défaites politiques sous les prétendus dangers extérieurs et, du même coup, faire taire toute critique.

« Le plus triste, c'est que des camarades de l'opposition donnent dans le panneau et parlent, eux aussi, de guerre prochaine. Combien il est difficile, dans les conditions où nous sommes, sous un tel régime, avec une telle presse, de formuler des jugements sains. L'air est irrespirable, on ne sait à qui, ni à quoi se fier, on craint d'échanger ses pensées avec ses voisins, ses amis, ses parents. Voilà où nous en sommes, dix ans après Octobre.... »

## Notre désastre en Chine

Juin 1927

« ...L'écrasement du mouvement communiste en Chine était depuis longtemps prévu à Moscou. Mais c'est l'opposition, en particulier Radek, qui l'avait prévu, non les dirigeants responsables qui ont agi, en cette occasion comme en tant d'autres, en vrais irresponsables.

« Depuis longtemps, les communistes chinois voulaient sortir du Kuo-min-tang où ils se trouvaient subordonnés à la bourgeoisie la plus féroce. L'Exécutif, c'est-à-dire Staline et Boukharine, le leur a interdit, leur imposant par conséquent le renoncement à toute idée communiste, à toute critique, à toute action indépendante, au mépris de toutes les conceptions de Lénine,

de toutes les décisions antérieures de l'Internationale Communiste.

« Les conditions d'entrée du Parti Communiste dans le Kuo-min-tang ont été tenues secrètes. Mais on en sait maintenant l'essentiel. Les communistes devaient s'engager à se soumettre inconditionnellement à la direction bourgeoise du Parti, à ne pas publier de journal, à s'abstenir de toute propagande communiste propre. Autrement dit, ils devaient endosser la responsabilité de la répression des grèves, des fusillades d'ouvriers, des pendaisons de révolutionnaires dont les chefs du Kuo-min-tang ont illustré leur pouvoir dans la Chine méridionale. Etonnez-vous, après cela, que l'initiative du mouvement révolutionnaire ouvrier soit passée aux mains des Syndicats.

« Par la volonté de Staline, le parti communiste chinois s'est mis à la remorque du nationalisme bourgeois, compromettant pour longtemps son avenir. Les généraux du Kuo-min-tang, après s'être servi des communistes et avoir utilisé l'aide de Moscou, devaient inévitablement se débarrasser d'alliés encombrants qui, au surplus, manœuvraient en sourdine contre eux. Représentants de la grande bourgeoisie, ils étaient dans leur rôle en défendant les intérêts bourgeois contre le prolétariat. C'est le Parti Communiste, c'est l'Exécutif qui ont trahi les intérêts prolétariens en identifiant leur politique à celle de la bourgeoisie nationaliste.

« Tout cela est d'une évidence éclatante. L'opposition avait exactement prévu ce qui allait se passer. Elle ne préconisait nullement, comme Staline et ses agents l'ont prétendu, la sortie pure et simple du Kuo-min-tang. C'est là un vulgaire mensonge. Elle demandait que le Parti Communiste ait sa politique communiste, conserve en toutes circonstances sa physionomie communiste. Absolument favorable à un compromis avec la bourgeoisie anti-impérialiste, dans toute la mesure où la lutte contre les spoliateurs étrangers l'exigeait, elle entendait que le Parti n'abdiquât pas son droit de critique et d'initiative communistes. Elle préférerait voir notre Parti sortir du Kuo-min-tang plutôt que d'y rester à des conditions honteuses, qu'on n'osait même pas avouer. Elle eût accepté qu'on restât dans le Kuo-min-tang à des conditions nous permettant de demeurer communistes. D'ailleurs, lisez les textes de l'opposition, vous n'y trouverez nullement la revendication de sortie du Kuo-min-tang, mais celle d'y conserver des principes communistes.

« En mars dernier, Radek écrivit dans les *Isvestia*, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Sun-Yat-Sen, des articles où il réussit à défendre certaines conceptions de l'opposition. Ces articles produisirent une impression telle que le Bureau politique s'en émut et décida de confondre le recteur de l'Université chinoise en organisant une discussion en vase clos, à l'Académie communiste. Boukharine, qui commençait à pencher vers le point de vue de l'opposition et reconnaissait dans les conversations privées « la nécessité de réviser notre politique en Chine » fut « repris en mains » par le Politbureau et chargé de réfuter Radek. Mais la controverse avec celui-ci aboutit à un véritable succès moral pour les idées de l'opposition (succès moral parce que, à l'Académie, il ne pouvait être consacré par un vote). Ce que voyant, Staline fit réunir « l'actif » (c'est-à-dire les militants actifs) de l'organisation de Moscou pour seriner les formules officielles à opposer aux thèses de l'opposition, qui gagnaient du terrain. Lui-même y intervint, maltraita passablement Radek et l'opposition qui se permettaient de comparer Tchang-Kai-Chek et ses pareils aux socialistes-révolutionnaires russes de 1917 qui faisaient tirer sur le peuple ; il fit l'éloge de Tchang-Kai-Chek et répondit de sa fidélité. Radek ne craignit pas d'annoncer l'imminente rupture entre le prolétariat combattant et la bourgeoisie nationaliste, disant même, comme façon de parler, que dans deux ou trois jours, on apprendrait que Tchang-Kai-Chek mitraillait les ouvriers. Or, quarante-huit heures plus tard arrivait la nouvelle des

fusillades de Schanghai. La prévision de Radek s'était vérifiée avec une exactitude étonnante. Inutile de dire quel effet tout cela produisit sur les militants informés. Staline, très fortement discrédité, eut tout juste le temps d'empêcher l'insertion de son pitoyable discours dans la *Pravda*.

« A la suite de ces événements, Radek fut révoqué de son poste de recteur de l'Université chinoise et, quelque temps après, révoqué de ses fonctions de chargé de cours. Ainsi, la clairvoyance était récompensée. Quant à Staline et à Boukharine, interdisant la publication des textes qui justifient pleinement leurs contradicteurs, ils font dire et répéter par leurs serviteurs en Russie et à l'étranger que leur politique est justifiée par les événements et qu'ils ont tout prévu. Jamais pareil cynisme ne s'était encore étalé dans notre mouvement.

« Après avoir fait entièrement fond sur Tchang-Kai-Chek, l'assassin des ouvriers de Canton, de Schanghai et de Nankin, Staline spéculait maintenant sur Feng. Mais tout le monde sait que Feng est un soudard vénal par excellence et qu'il peut changer de camp d'une minute à l'autre. Il faut être Staline pour attendre quelque chose d'un Feng. Un de ces jours, on va encore crier à la trahison (1).

« Il ne fait plus le moindre doute que notre partie est perdue en Chine pour la période présente. Le plus terrible est que le sang des meilleurs des nôtres a coulé en vain. Staline et Boukharine ont traité les ouvriers chinois comme de la chair à canon. Ils les ont sacrifiés sans la moindre utilité. Et ils ont, par surcroît, fait litière du communisme. Après avoir si bien travaillé, ils ne savent rien faire d'autre que de calomnier l'opposition, d'imposer silence au Parti, de tromper l'Internationale.

« Notre Parti se couvre de honte devant le monde entier. Est-il possible que les partis communistes occidentaux soient asservis au point de se faire complices d'une politique aussi désastreuse?... »

## Kroupskaïa

« *Kroupskaïa a rompu avec l'opposition* », annonçait l'*Humanité* du 21 mai. Suivait un texte... ne répondant nullement au titre.

Si Kroupskaïa est de l'opposition, cela n'a pas d'importance; si elle rompt, cela en a. Voilà la logique néo-léniniste.

La lettre de Kroupskaïa, en réalité, ne rétracte rien des idées de l'opposition; elle a trait seulement au caractère de la lutte, en déplore l'acharnement, appelle au calme et à des mœurs plus fraternelles.

Fatiguée par l'âge, la maladie et un labeur étonnant, Kroupskaïa adjure les fractions de se ménager. Trop tard. Elle ne sera malheureusement pas entendue.

Kroupskaïa a commis la faute irrémédiable de se taire en 1923, de ne pas rendre public à temps le « testament » de Lénine, de donner à des considérations de discipline formelle et « d'habileté » tactique le pas sur le cri de conscience qui s'imposait alors.

En 1923-24, elle pouvait se faire entendre. Elle a laissé Staline la déconsidérer sournoisement, la traiter de vieille bonne femme (*baba*), la faire diffamer par ses gens. Quand elle s'est décidée à parler, l'heure utile était passée.

Après la mort de Lénine, elle écrivait à Trotsky calomnié :

*Cher Léon Davydovitch,*

*Je vous écris pour vous dire qu'environ un mois avant sa mort, examinant votre petit livre, Vladimir Ilitch s'arrêta à l'endroit où vous caractérisez Marx et Lénine et me pria de lui lire ce passage, écouta très attentivement, puis le lut encore une fois lui-même.*

(1) Exactement ce qui vient de se passer. — N. d. l. R.

*« Et je veux vous dire encore ceci : les rapports établis entre Vladimir Ilitch et vous lorsque vous êtes venu de Sibérie chez nous, à Londres, n'ont pas varié de son côté jusqu'à sa mort »*

*« Je vous souhaite, Léon Davydovitch, force et santé et vous embrasse fort,*

29 janvier 1924.

N. KROUPSKAÏA.

Elle faisait ainsi allusion aux meilleurs rapports des deux hommes les plus grands de la révolution, restés inaltérés en dépit des inévitables divergences de vues. Elle aurait dû l'affirmer bien haut, avec ou sans permission, contre les détracteurs bénévoles ou soudoyés qui faisaient métier d'opposer Lénine mort à Trotsky vivant.

En 1925, elle entra ouvertement dans l'opposition et travailla activement à lier le groupe de Trotsky à celui de Zinoviev. Elle a dépensé ses dernières forces à combattre la dictature de Staline.

Elle a droit au repos. Respectons-la, saluons-la, honorons sa vie admirable vouée à l'affranchissement du prolétariat, en dépit de ses erreurs des dernières années (comme sa lettre sur Max Eastman, écrite par ordre).

Kroupskaïa a été la digne compagne de Lénine. C'est tout dire.

## Entre nous

Nous avons envoyé le dernier n° du *Bulletin* à toutes nos adresses d'abonnés et de services, revues avec soin.

Cependant, au cours d'une année, des changements d'adresses sont inévitables. Quelques camarades n'ont peut-être pas été touchés; nous avons une dizaine de « retours »; nos amis ne pourront manquer d'apprendre que le *Bulletin* reparait et n'aurait qu'à donner leur nouvelle adresse.

Prière à tous nos lecteurs de faire savoir autour d'eux la résurrection du *Bulletin*.

Les camarades qui ont reçu 5 exemplaires sont priés de les placer parmi leurs amis, voisins, compagnons de travail. Donner à bon escient les n° non vendus, et nous dire si l'envoi des 5 exemplaires peut être utilement continué.

Des camarades peuvent-ils se charger de placer 5, 10 ou 20 n° dans leur coin, leur rayon, leur syndicat? Nous les prions d'entrer en rapports avec nous.

De tels « multiples » doivent se trouver dans les groupes italiens et aussi en Belgique. On ne doit négliger aucune occasion de répandre ne serait-ce que deux ou trois n° du *Bulletin*. Il ne s'agit pas de toucher des masses mais certains militants et lecteurs réfléchis. Pour l'avenir du communisme, un homme conscient qui se cultive vaut plus que mille suiveurs.

Les renouvellements d'abonnements seront naturellement les bienvenus. Nos anciens abonnés de 3 mois sont priés de renouveler sans retard et sans autre avis: ils ont déjà reçu 17 numéros au lieu de 12. Qu'ils veuillent bien nous épargner les recouvrements postaux.

Plusieurs abonnés de l'an dernier, bien qu'ayant droit d'office à leur *Bulletin* pour la période restant à courir, ont envoyé le montant d'un abonnement pour 1927 spontanément, sans chipoter. Nous les remercions ici en bloc.

Une revue comme la nôtre ne peut vivre que de l'appui de ses partisans. Nos besoins sont modestes; pas un sou n'est gaspillé en bureaucratie; l'opposition devrait et pourrait facilement assurer l'existence du *Bulletin*.

Trouverons-nous, comme nos camarades de la *Révolution prolétarienne*, quelques abonnements de soutien, quelques uns de grand soutien? Nous posons la question; si certains de nos amis voulaient vraiment s'en donner la peine, elle serait vite favorablement résolue.

Nous prions les camarades de Lyon et de Rouen de donner de leurs nouvelles.

Pour réduire au strict minimum les frais de poste et ménager le rédacteur, il sera fait usage le plus possible de la *Boîte aux lettres* du *Bulletin*.

Abonnés, souscripteurs, multiples, nous comptons sur votre sympathie active.

# La crise du P.C. Allemand

## Lettre de Staline à Maslow

*En attendant de donner un tableau complet de l'état actuel du communisme allemand, nous publions, toujours à titre documentaire, une lettre de Staline à Maslow — qui a sa place au dossier des responsabilités de la crise. Ce document, publié par Maslow, était précédé d'une « Introduction » dont voici quelque lignes :*

« Quand, au début de 1925, les premiers symptômes d'une hésitation politique se firent jour chez les dirigeants de l'I.C. à l'égard de la centrale gauchiste du P.C.A., Maslow écrit de la prison de Moabit une lettre à Staline exposant ses appréhensions et demandant si l'on avait en vue un changement de politique. »

« La réponse ci-dessous de Staline à Maslow indique de quelle façon les dirigeants russes tels que Staline s'exprimaient alors à l'adresse de la centrale gauchiste du P.C.A. »

Moscou, le 28-2-25.

Cher camarade Maslow,

J'ai reçu votre lettre du 20-2-25. Tout d'abord acceptez mes salutations et le profond espoir que vous serez bientôt relâché de prison.

Et maintenant, aux faits.

I. — Vous avez trop exagéré (et vous n'êtes pas le seul) l'importance de l'affaire de l'interview avec Herzog. Je ne pouvais pas lui donner un coup de pied et ne lui en donnerai pas non seulement parce qu'il est membre du Parti mais aussi parce qu'il est venu me voir avec une lettre de Geschke dans laquelle ce dernier me suppliait de donner une interview à Herzog. Je vous envoie, ci-joint, une copie de cette lettre; j'ai envoyé l'original au C.C. du P.C.A. Tirez, du fait seul de l'interview avec Herzog, sollicitée par écrit par Geschke, la conclusion que le C.C. du P.C. russe fait ou veut faire un rapprochement avec Brandler c'est faire un éléphant pas même d'une mouche, d'un rien, et se perdre dans les nuages.

Si le C.C. russe, et particulièrement Zinoviev et Boukharine, apprenaient que vous, ou des membres du C.C. allemand, soupçonnez le C.C. russe de sympathiser avec Brandler et Thalheimer et de vouloir faire volte-face de gauche à droite, le C.C. russe tout entier ne pourrait s'empêcher d'éclater de rire. Encore une fois, vous êtes trop méfiant et vous avez tort.

II. — Vous avez pleinement raison de dire que le P.C.A. a fait des progrès énormes. Il est hors de doute que Brandler et Thalheimer sont d'une espèce de vieux chefs dont le temps est passé et qui doivent être refoulés par des chefs d'un nouveau type. Chez nous, en Russie, il y a toujours eu ce processus de dépérissement de « vieux chefs », en général littérateurs. Ce processus s'intensifie en période de crise révolutionnaire, se ralentit en période de rassemblement de forces, mais il subsiste. Les Lounatcharsky, les Pokrovsky, les Stroyev, les Rojkov, les Goldenberg, les Bogdanov, les Krassine sont les premiers exemples qui me viennent à la mémoire d'ex-chefs communistes passés au second plan. C'est un processus nécessaire du renouvellement des cadres dirigeants d'un parti qui vit et se développe. La différence entre Brandler et Thalheimer et les camarades que je viens de nommer consiste, entre autres, en ce que les

Brandler et les Thalheimer traînent derrière eux le vieux lest social-démocrate, tandis que les camarades ci-dessus nommés se sont libérés de ce poids mort. Et cette différence n'est pas, comme vous le voyez, en faveur des Brandler et des Thalheimer, mais à leur charge. Le fait que le P.C.A. a réussi à éloigner de la scène les Brandler et les Thalheimer et à les flanquer dehors, ce fait seul témoigne de la croissance du P.C.A., de son progrès et de ses succès répétés. Je ne parle même pas des succès du P.C.A. dont vous parlez avec raison dans votre lettre. Quant à croire qu'il y a au C.C. russe des gens qui voudraient faire un tour de roue en arrière au P.C.A., c'est avoir une trop mauvaise opinion du C.C. russe. Plus de prudence, camarade Maslow.

III. — Vous parlez de la ligne du P.C.A. Il n'est pas douteux que sa ligne — je parle de la ligne politique — est juste. Ainsi s'expliquent, du reste, les relations amicales (et non seulement de camaraderie) qui existent entre le P.C.R. et le P.C.A. et dont vous parlez vous-même dans votre lettre. Mais cela signifie-t-il que nous devons passer l'éponge sur toute faute du P.C.A. et du P.C.R.? Certes non. Peut-on affirmer que le C.C. allemand ou le C.C. russe soient à l'abri de toute erreur? Peut-on affirmer qu'une critique partielle du C.C. du P.C.A. (exploitation insuffisante de l'affaire Barmat, la fameuse note de la fraction communiste au Landtag prussien lors de l'élection du président, la question des impôts se rattachant au plan Dawes, etc.) contredit l'entière solidarité avec la ligne générale du C.C. allemand? Naturellement non. Qu'advient-t-il de nos partis, nous demandons-nous à l'Exécutif de l'I.C.? Fermer les yeux sur les erreurs isolées? Si nous nous laissons entraîner à faire un « parade de l'accord complet » et du « bonheur parfait », et si, en toutes choses, nous commençons par nous dire « oui » les uns aux autres, eh bien, alors, je crois que de tels partis ne pourraient jamais devenir révolutionnaires. Ce serait du caoutchouc et non des partis révolutionnaires. Il me semble que certains camarades allemands n'auraient aucune objection à nous demander de dire circulairement « oui » à tout ce que fait le C.C. du P.C.A. Je suis énergiquement contre ce système d'approbation mutuelle. A en juger d'après votre lettre, vous êtes contre aussi. Tant mieux pour le Parti.

IV. — Je suis catégoriquement contre la politique d'exclusions à l'égard de tous les camarades d'opinion divergente; et cela non par pitié pour ceux-ci, mais parce qu'une telle politique crée au sein du parti un régime d'intimidation, un régime de peur, un régime qui ne développe ni l'auto-critique ni l'initiative (1). Il est mauvais que l'on craigne les chefs du Parti sans les respecter. Les chefs d'un parti ne peuvent réellement être des chefs que si non seulement on les craint (2) mais aussi les respecte et qu'on reconnait leur autorité. Il est difficile de créer de tels chefs; c'est un travail de longue haleine, mais c'est absolument nécessaire. Car un parti ne pourrait être considéré comme réellement bolchévik et la discipline de parti comme une discipline consciente si ces conditions ne sont pas remplies.

(1) Cette phrase et celles qui suivent donnent une idée de l'incommensurable... ingénuité du personnage. — N. d. l. R.

(2) !!!!! — N. d. l. R.

Nous, bolchéviks russes, avons déployé, afin de désavouer Trotsky et ses partisans, une campagne systématique en faveur des bases fondamentales du bolchévisme opposées à celles du trotskisme, bien que nous aurions pu — vu la force et l'influence du C.C. russe — nous passer de cette campagne. Avait-on besoin de cette campagne? Elle était absolument indispensable. C'est par elle que nous avons acquis à l'influence bolchéviste des centaines de milliers de nouveaux membres du Parti (et de non-membres aussi). Il est très regrettable que nos camarades allemands n'aient pas senti la nécessité de préparer les mesures de répression contre l'opposition ou de les compléter par une campagne théorique et éducative, rendant par la plus difficile la possibilité d'influencer, par cette éducation, les membres et les cadres du Parti dans le sens du bolchévisme. Se débarrasser des Brandler et des Thalheimer est facile. Mais triompher du brandlerisme est une affaire sérieuse et compliquée. Ici, des mesures répressives ne peuvent que gêner l'affaire. Il faut pouvoir bien remuer le terrain et éclaircir sérieusement les esprits. Le P.C.R. s'est toujours développé dans une atmosphère d'opposition, c'est-à-dire dans une lutte contre des tendances non-communistes, et c'est dans cette lutte qu'il a trouvé sa force et s'est forgé des cadres puissants. C'est la même voie éducative, par des mots d'ordre appropriés, par une lutte de longue haleine et par un affranchissement réel des tendances non-communistes, particulièrement des traditions social-démocrates, du brandlerisme, etc., qui se présente au P.C.A. Mais des mesures de répression seules ne suffisent pas dans cette lutte. C'est pour cela qu'il faut rendre plus élastique la politique intérieure du C.C. allemand. Je ne doute pas que le P.C.A. puisse réduire ses imperfections sur ce terrain.

Vous avez pleinement raison quant à l'activité dans les syndicats. Le rôle des syndicats en Allemagne n'est pas le même qu'en Russie. En Russie, les syndicats se développent après le Parti et ils sont essentiellement les organes subsidiaires du Parti. Il en est autrement en Allemagne et, en général, en Europe. Là, le Parti est né des syndicats. Les syndicats disputent victorieusement au Parti l'influence sur les masses et deviennent souvent de véritables boulets au pied du Parti. Si l'on demandait aux larges masses d'Allemagne ou, en général, d'Europe quelles sont les organisations auxquelles elles se considèrent être les plus liées, du Parti ou des syndicats, elles répondraient sans aucun doute que les syndicats leur sont plus proches que le Parti. Que ce soit bon ou mauvais, c'est un fait que les ouvriers sans-parti en Europe considèrent les syndicats comme leurs forteresses qui les appuient dans leurs luttes contre les capitalistes (salaires, heures de travail, assurances, etc.) tandis qu'ils voient dans le Parti quelque chose de subsidiaire et de provisoire, fût-il nécessaire. Ainsi s'explique que les grandes masses considèrent la lutte directe contre les syndicats actuels, menée par les ultra-gauches de l'extérieur, comme une lutte contre leurs forteresses principales qu'elles avaient bâti durant des dizaines d'années et que les « communistes » veulent aujourd'hui détruire.

Ne pas mettre dans la balance ces particularités, c'est ruiner tout le mouvement communiste en Occident. Deux conclusions en découlent par conséquent :

- 1) on ne pourra conquérir les millions de travailleurs d'Occident sans conquérir les syndicats ;
- 2) on ne pourra conquérir les syndicats sans y travailler à l'intérieur pour y renforcer notre influence. C'est pour cela qu'il faut attirer l'attention de nos camarades sur le travail syndical.

C'est tout pour le moment.

Ne m'en veuillez pas pour ma vivacité et ma brutalité.

Je vous serre la main.

I. STALINE.

## Martyrs et Embusqués

*Avez vous lu, dans le Journal du 16 juin, le récit atroce du martyre de nos camarades chinois à Pékin? Il faut le lire, le relire, et ne jamais l'oublier.*

*Reproduisons-le, sans en retrancher les opinions personnelles imbéciles et cruelles de l'auteur, Georges-L.-R.-Manue. Le lecteur sérieux saura bien discerner les faits à retenir.*

« Il y a une vingtaine de communistes chinois dont l'action avait pour but le renversement de la République chinoise et la soumission du pays aux ordres de l'étranger. Leur délit est clair et bon leur compte. Les documents confisqués établissent nettement la culpabilité des accusés. Du 6 au 28 avril, on les conserve en prison. C'est qu'ils doivent en avoir long à conter et les interrogatoires sont faits selon ces méthodes proprement chinoises qui ôtent à l'accusé le plus ferme toute envie de se taire.

« Le procès commence le 28, à 11 heures du matin devant une cour spéciale que préside un conseiller du maréchal, le général Hu Feng Lin. Huis clos « pour ne pas donner au peuple le spectacle de l'infamie de ces traîtres ». Les délibérations ne traînent pas : vingt accusés entre 11 heures du matin et une heure de l'après-midi deviennent vingt condamnés à mort. Li Ta Chao le premier. C'était un convaincu et Dieu sait si, en Chine comme chez nous, ils sont rares. Professeur à l'Université nationale de Pékin, il avait sur la jeunesse une action profonde qui le rendait dangereux au plus haut point. Il avait représenté la Chine à la III<sup>e</sup> Internationale. Sous mandat d'arrêt depuis 1920, il avait, en 1924, à son retour de Russie, réussi à gagner le quartier des légations et il s'était installé à demeure à l'ambassade des Soviets.

Après lui, ces jeunes gens dont les plus âgés n'ont pas trente ans. Visages graves, traits tirés, regards myopes derrière les lunettes, mais sereins. S'ils ont des regrets, on ne le voit pas. Un Européen, exalté comme eux, clamerait sa foi. Ils se taisent et leur regard, s'il vacille, c'est sur leur maître Li Ta Chao qu'il se porte.

« Mlle Cheng Pai Ming, jeune fille qui dirigeait le bureau de propagande, n'est pas la moins ferme.

« On leur assure, d'ailleurs, un traitement privilégié. Non pas la fusillade ou le coup de revolver dans la nuque réservé aux soldats pillards et aux voleurs, mais un supplice aristocratique : la strangulation, qui ôte à la mort tout caractère infamant puisqu'il n'y a pas d'épanchement de sang.

« Sitôt la sentence prononcée, des autos les conduisent à toute allure, marchepieds chargés de soldats et sirenes beuglant sans arrêt, vers Chiao-Ming-Siang, à la prison du district où deux exécutants adroits les attendent.

« Le garrot espagnol ne donne pas une mort rapide. Li Ta Chao fut étranglé le premier, puis, après lui, Mlle Cheng Pai Ming, et, ensuite, les autres qui ont attendu, groupés devant les corps affalés, que leur tour vint. Long supplice qui a duré de 1 h. 59 à 4 h. 10. Dehors, la foule murmure parce qu'on la prive d'un spectacle dont elle est très friande. Pour la calmer, on expose, devant le mur, les caisses où gisent les vingt corps aux visages violets ».

*Le mouvement communiste chinois, si jeune, a déjà ses martyrs. Cependant que les embusqués de la révolution, qui font tuer les autres, plastraient et pérorant à des milliers de kilomètres à l'arrière.*

*On peut bien fusiller des communistes esthoniens, pendre des communistes bulgares, étrangler affreusement des communistes chinois : pourvu qu'on ne touche pas à la précieuse peau des Français voteurs de thèses à tout casser ?*

# La crise du P.C. Chinois

## Un projet de résolution

*Nos camarades et lecteurs sont impatients de voir le Bulletin Communiste traiter de la crise révolutionnaire chinoise. Car sur cette question aussi, la presse pseudo-communiste officielle n'a cessé de tromper son public, en même temps que les dirigeants du Parti communiste russe et de l'Internationale envoyaient les communistes chinois, à des massacres inutiles et à une inévitable défaite. Mais dans les conditions où nous travaillons, il ne nous est pas possible de répondre simultanément à tous les besoins d'information et de discussion. Nous commencerons par documenter nos amis, en mettant sous leurs yeux les textes de l'opposition taxés d'hérésie, quitte à commenter plus tard. Ci-dessous un projet de résolution de Léon Trotsky, destiné au dernier Comité Exécutif de l'Internationale. Encore une fois, nous ne prenons pas à notre compte de tels documents. Nous donnons des éléments pour se faire une opinion.*

### I. — LA SITUATION EN CHINE

Les derniers événements en Chine ont créé une crise aiguë dans la révolution chinoise. La situation, aujourd'hui, est la suivante :

1. Shanghai est aux mains du Cavaignac Tchang-Kai-Chek.

2. Nankin devient, probablement, la capitale des Cavaignacs.

3. Canton est aux mains de la droite du Kuomintang et des militaires, capables de répéter le massacre de Shanghai.

4. Jusqu'au moment du coup d'état de Tchang-Kai-Chek, il n'y avait, sous les ordres du gouvernement national, qu'un quart des territoires occupés par les armées nationales ; la situation va probablement empirer car une série de généraux indécis va passer à la droite.

5. L'impérialisme japonais, qui avait adroitement masqué ses positions, en a probablement fini avec son attitude d'attente et commence à agir avec vigueur.

6. Les militaristes nordistes, encouragés par les succès de la droite et appuyés par la puissance armée des impérialistes internationaux, passe à l'offensive.

7. Les troupes de l'impérialisme international, qui se trouvent dans les quartiers européens de Shanghai, de Canton et de presque tous les ports chinois, deviennent des alliés ouverts non seulement des militaristes nordistes, mais aussi de la droite du Kuomintang.

8. Il est bien possible que, dans quelques jours, une collaboration militaire plus ou moins ouverte entre Tchang-Kai-Chek et Tchang-Tso-

Lin puisse se créer sous la direction de l'impérialisme international.

9. Le gouvernement du Kuomintang à Hankéou se trouve dans une situation militaire et matérielle exceptionnellement difficile. Toute une série de symptômes révèlent la confusion et la désorganisation dans le camp de Hankéou.

En face de tout cela, il faut pourtant opposer le fait fondamental : la masse des ouvriers, des paysans et des pauvres des villes s'éveille, non seulement de jour en jour mais d'heure en heure ; les masses sont en fermentation ; les agissements honteux des impérialistes et la trahison des gens de la droite du Kuomintang souleveront une nouvelle explosion d'indignation dans les grandes masses du peuple pour lesquelles l'expérience de la défaite sera salutaire et qui surgiront de nouveau, plus unies, dans la lutte pour la réalisation des problèmes mis à l'ordre du jour par la grande révolution chinoise et non résolus jusqu'ici.

Même si la droite du Kuomintang, avec l'aide des impérialistes, parvenait à gagner des victoires militaires à grand effet, elle ne serait pas en état d'administrer la Chine pour un temps plus ou moins prolongé. En augmentant le chaos, la destruction et la misère du peuple, elle suscitera, dans un court laps de temps, un nouveau mouvement d'indignation de masses encore plus larges du peuple contre les militaristes et les impérialistes étrangers, — enrichies, comme elles le seront, par l'expérience de la trahison de la bourgeoisie. Et avec l'appui du prolétariat international, la dictature du prolétariat, des paysans et des pauvres des villes vaincra malgré tout.

### II. — NOS PROBLÈMES FONDAMENTAUX

1. Notre premier devoir, à l'heure actuelle, est de lancer immédiatement, partout où c'est possible, le mot d'ordre des Soviets de Députés ouvriers, soldats et paysans, des travailleurs de la ville et de la campagne ; d'organiser, en premier lieu, les Soviets dans les quartiers ouvriers, d'y attirer les représentants des soldats et, en partant de ces centres, de créer les Soviets des villages, comme organes locaux de la révolution agraire.

Il est important de faire comprendre sans cesse, dans les grandes masses travailleuses, que dans la situation actuelle, seuls les Soviets peuvent devenir des centres d'organisation de la révolution.

2. Le but principal du Parti Communiste de Chine, dans la situation actuelle, est de concentrer tous les efforts sur la propagation du mot d'ordre des Soviets, le travail dans les syndicats et l'utilisation des syndicats pour la création des Soviets.

3. Il est nécessaire d'apporter l'appui le plus

large et le plus énergique à Hankéou, où doit s'organiser la défense contre les Cavaignacs ; de concentrer actuellement tous les efforts pour donner à Hankéou l'appui nécessaire à son organisation et à son renforcement.

4. La première condition préalable à la transformation du gouvernement de Hankéou en organe capable de repousser la contre-révolution est de débarrasser immédiatement ce gouvernement et tous ses organes (aussi bien que le Comité Central du Kuomintang) de tous les membres qui s'opposeraient à la nécessité d'armer la classe ouvrière, à la lutte impitoyable contre la droite et les « centristes » du Kuomintang, au mot d'ordre des Soviets et à une série de mesures révolutionnaires décisives grâce auxquelles la situation pourrait être sauvée en attirant dans la lutte des millions d'ouvriers et de paysans.

5. Il ne faut pas nourrir la moindre illusion sur les chefs « gauchistes » du Kuomintang (et, en particulier sur le « centre ») dont une partie finira aussi par passer à l'ennemi ; il existe, en tout cas, parmi eux, assez de gens pour lesquels Kémal-Pacha et la solution « kémaliste » de la question chinoise sont l'idéal.

6. Tout en restant dans l'aile gauche du Kuomintang, on doit tout faire pour la gagner et l'amener à accepter la direction du Parti Communiste.

7. Il faut assurer dans le gouvernement de Hankéou et dans ses services l'occupation par des communistes éprouvés des postes qui assureraient au Parti Communiste de Chine une influence effective sur la conduite de la guerre et sur le développement des organisations révolutionnaires des masses.

8. Insister donc absolument sur l'indépendance réelle du Parti qui doit commencer immédiatement son travail d'agitation et d'organisation en complète indépendance du Kuomintang, et créer à tout prix au moins un quotidien du Parti, sans lequel n'existerait aucune possibilité d'établir un centre organisateur sérieux des communistes.

9. Informer le Parti Communiste de Chine que les décisions de son Comité Central, de juin 1926, communiquées dans l'*Internationale Communiste* (n° 12, de mars 1927) sont, dans leurs lignes principales, correctes. Ce Comité Central avait décidé à l'égard du Kuomintang : a) de passer de la politique de l'alliance intérieure à celle du bloc ; b) d'élaborer une ligne politique claire et indépendante, etc. Dans ses *grandes lignes*, cette décision a été absolument juste, compte tenu des conditions du moment. Les tendances sont encore justes aujourd'hui à l'égard de la gauche du Kuomintang : tout en restant dans la gauche du Kuomintang, ne permettre qu'en aucun cas le Parti ne devienne un appendice de la gauche du Kuomintang, mais arriver coûte que coûte à l'indépendance complète — politique et organisatrice — du Parti.

10. S'efforcer, à Hankéou et partout où la moindre possibilité se présente, d'effectuer l'armement des ouvriers et de créer des armées ouvrières et des détachements de paysans. Les organes de commandements des détachements de troupes qui ne suivent pas Tchang-Kai-Chek sont à

organiser sur le modèle de notre armée rouge à l'époque de la guerre civile (c'est-à-dire par l'emploi de spécialistes sous le contrôle de communistes éprouvés).

7. Partout où nous avons l'influence sur les gouvernements de villes ou de provinces, promulguer immédiatement une série de décrets de caractère économique, dans le sens de la révolution agraire (ayant trait aux revendications les plus populaires des paysans, par exemple l'abolition complète de l'impôt de charrue, etc.) et dans celui des revendications ouvrières (journée de huit heures, etc.) A l'avenir, il faudra lier partout l'« économie » à la « politique », c'est-à-dire donner un contenu social au mouvement national, sans craindre qu'en se faisant un devoir de mettre dans le bon chemin les millions d'ouvriers et paysans, on « repoussera » la bourgeoisie.

### III. — LES FAUTES COMMISES

En même temps, il est absolument nécessaire de constater avec clarté et précision les fautes énormes commises en Chine, pour que le Parti Communiste de Chine, ainsi que les autres sections de l'Internationale Communiste (et en premier lieu le Parti Communiste de l'U.R.S.S.) puissent tirer les leçons résultant de ces lourdes fautes.

Dans les questions de la révolution chinoise nous avons reçu la leçon probante de ce qu'il ne faut pas faire. Etaient absolument erronés :

1. L'embellissement du Kuomintang, le manque d'une complète information de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. et des autres pays sur ce que le Kuomintang représentait réellement, sur la puissance que la droite, c'est-à-dire les éléments bourgeois, possédait au sein du Kuomintang.

2. La tactique qui retenait les ouvriers et les paysans de lier les mots d'ordre du mouvement national aux revendications économiques fondamentales des ouvriers et des paysans ; il en résulta souvent que la situation des masses ouvrières n'était pas améliorée sous le Kuomintang — ce qui arrêtait le développement de la révolution agraire et affaiblissait, au lieu de le renforcer, le mouvement révolutionnaire des masses. « *D'abord unité nationale et ensuite seulement différenciation des classes et guerre civile* » : ce « principe » s'avère non seulement inapplicable mais profondément réactionnaire. La différenciation des classes et la guerre civile ont commencé inévitablement avec la lutte pour l'unité nationale. Les leçons de notre révolution de 1905 — à une autre échelle, naturellement — l'ont prouvé d'une façon suffisamment claire. Ce « principe » a répété l'erreur fondamentale du menchévisme dans la révolution de 1917.

3. Le mot d'ordre « rester à tout prix dans le Kuomintang », erroné, car la scission du Kuomintang était inévitable. De fait, le Parti devint un simple appendice du Kuomintang dirigé et commandé par des Cavaignacs.

4. L'opinion que le gouvernement du Kuomintang était un « gouvernement de toutes les classes » ou un gouvernement de « bloc des quatre classes », radicalement fausse et opposée au bol-

chévisme. En particulier, la propagande des camarades Martynov, Rafes et autres était simplement mencheviste, du fait qu'elle disait : la révolution chinoise est, au stade présent, bourgeoise et démocratique, et il ne faut pas « effrayer » la bourgeoisie par des revendications radicales des ouvriers et paysans.

5. Fausse la tactique de réconciliation avec Tchang-Kai-Chek, en vigueur jusqu'en ces derniers temps. Ce fut surtout une erreur de publier à grand bruit dans notre presse (*Pravda*) la déclaration de mars de Tchang-Kai-Chek (après le Plénum du Kuomintang) absolument malhonnête et fausse de caractère nettement « Kornylovo-Kerenskien », — comme une victoire pour nous, etc. « *Le plan de séparer du Kuomintang le corps des généraux et de le rendre indépendant a fait faillite* », écrivait la *Pravda* (1) dans son article de fond du 6 mars 1927. L'essence même de la situation était telle qu'en réalité le corps des généraux détenait déjà le pouvoir effectif.

6. L'erreur la plus grande fut qu'aussitôt après la prise de Shanghai, il n'y fut pas constitué un Soviet des députés ouvriers (et des travailleurs en général), que l'arsenal fut volontairement remis aux troupes de Tchang-Kai-Chek que les armes n'avaient pas été distribuées en masse aux ouvriers, en un mot, que la ville, réellement conquise par les ouvriers, fut volontairement livrée à Tchang-Kai-Chek et à sa bande dont la physionomie politique était pourtant alors déjà définitivement éclaircie.

7. Tout aussi erroné fut le point de vue qu'on allait « utiliser » la droite du Kuomintang et le corps des généraux, que ces derniers « nous étaient fidèles », que nous pourrions nous en défaire « le moment venu » après les avoir « utilisés », etc. En réalité, ce n'est pas nous qui les avons utilisés, mais bien eux qui nous ont utilisés. Ces sortes de discours furent prononcés par des membres du Bureau politique, notamment par Staline et Boukharine à la réunion des fonctionnaires de Moscou, le 4 avril 1927.

8. L'attitude des ministres communistes dans cet état de choses fut inévitablement fausse. Le ministre Tang-Pin-Sian n'a pas donné signe de vie par le moindre document susceptible d'attirer vers nous les paysans contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie ; de même, aucune mesure sérieuse ne fut envisagée par le ministre communiste du Travail. L'entrée des communistes au gouvernement, en l'absence ne fut-ce que d'un seul quotidien du Parti, à un moment où le Parti n'était qu'un appendice du Kuomintang, ne pouvait être de la moindre utilité.

#### IV. — LA SITUATION INTERNATIONALE

La situation internationale dans son ensemble devient très tendue. Le Comité Central reconnaît que nous avons à enregistrer à l'heure actuelle une aggravation sérieuse de cette situation. Des indices sérieux permettent de supposer dans un avenir prochain, une offensive de Tchang-Tso-Lin contre le territoire du chemin

de fer oriental chinois. Il n'est pas exclu qu'après les perquisitions de Pékin, les impérialistes internationaux fabriqueront une série de « documents » et entreprendront contre nous une large campagne internationale. Il n'est pas exclu que Chamberlain finisse par mener jusqu'au bout son plan de rupture des relations diplomatiques. Une variante désagréable pour nous n'est pas exclue quant à l'attitude, ces temps derniers, du gouvernement de Pilsudsky, masquant adroitement une offensive peut-être pas trop éloignée et actuellement en préparation. Ces sortes de variantes des événements ne sont nullement exclues.

#### V. — UNE POLITIQUE DE PAIX

Dans ces conditions, il est nécessaire de ne pas se laisser prendre aux provocations des impérialistes, de mener d'une façon plus tenace et plus systématique que jamais une politique de paix et de faire absolument tout pour que les travailleurs de tous les pays puissent se rendre clairement compte du fait que le gouvernement de l'U.R.S.S. entreprend tout ce qui peut affermir la paix ; que non seulement en paroles, mais en fait, il poursuit jusqu'aux dernières conséquences une politique de paix.

Aussi est-il moins que jamais admissible de nous orienter vers des fictions comme le Comité Anglo-Russe actuel, car il n'y a aucun doute qu'à la première occasion décisive, les chefs du Conseil Général des Trade-Unions nous trahiront (comme ils ont fait avec la grève générale et la grève des mineurs avec les ouvriers chinois, et comme ils trahissent le mouvement ouvrier anglais même dans une question aussi élémentaire que celle de la loi sur les Trade-Unions). L'orientation sur l'appui du Conseil Général est tout aussi erronée que celle en faveur de Tchang-Kai-Chek et C<sup>ie</sup>. Il faut entreprendre immédiatement une suite de mesures dans l'esprit des instructions données par Lénine à notre délégation à La Haye en décembre 1922 (organisations clandestines dans les armées bourgeoises, préparation systématique et, s'il y a lieu, clandestine des ouvriers des transports et autres catégories importantes de travailleurs « création et renforcement d'une organisation clandestine pour un travail suivi contre la guerre » (Lénine dixit), etc..)

L. TROTSKY.

LÉON TROTSKY

## Cours nouveau

Avec une introduction de  
BORIS SOUVARINE

A la Librairie du Travail

96, Quai de Jemmapes, PARIS

Prix : 2 francs

(1) *L'Humanité* a raconté les mêmes sornettes. — N. d. l. R.

# DANS L'INTERNATIONALE

## L'attitude de l'Opposition russe

*La presse communiste officielle ne daigne pas faire connaître aux suiveurs, aux payeurs de cotisations et autres amateurs de « mots d'ordre » les documents indispensables pour se faire une idée suffisante des désaccords actuels du mouvement communiste. Elle aurait évidemment tort de se gêner avec la cohorte de gobeurs qui accepte sans sourciller ses élucubrations quotidiennes. Le Bulletin Communiste, ne craignant pas de publier l'opinion de ceux qui en ont une, prie les communistes consciencieux de tenir compte, en formant leur jugement, dans quelque sens que ce soit, des déclarations de l'opposition. Ci-dessous l'explication de vote de celle-ci au dernier Exécutif élargi de l'Internationale. Il va sans dire que nous ne la reprenons pas à notre propre compte.*

AU PRÉSIDIUM DE L'EXÉCUTIF ÉLARGI DE L'I.C.

Chers camarades,

Avant de passer au vote de la résolution sur le rapport de Staline, nous vous prions de lire la déclaration suivante sur les raisons de notre vote. Nous demandons que cette déclaration soit publiée dans la *Pravda*, dans la *Correspondance Internationale* et dans le Compte rendu sténographique.

### EXPLICATION DE VOTE

En votant contre la résolution sur le rapport de Staline, nous considérons devoir donner les raisons suivantes :

1. — Nous repoussons de nouveau et catégoriquement l'accusation de caractère fractionnel de nos discours. Nous déclarons, de nouveau que quiconque essaiera, directement ou indirectement, de se solidariser avec nous en niant en même temps le caractère prolétarien de notre parti et de notre État sera impietement repoussé par nous.

2. — Toutes nos critiques ont été dirigées contre les écarts et déviations de la ligne prolétarienne et dictées par notre désir de maintenir, assurer et renforcer la politique prolétarienne révolutionnaire de notre Parti et ses liens étroits avec la révolution internationale, selon l'enseignement de Lénine.

3. — Nous rejetons résolument et catégoriquement, comme contraire aux faits, l'accusation que nous ne croyons pas à l'édification socialiste dans l'U.R.S.S. En réalité, nous croyons inflexiblement, comme par le passé, que le prolétariat de l'U.R.S.S. vaincra, sous la direction du Parti Communiste, toutes les difficultés et édifiera, avec l'aide du prolétariat international, le socialisme dans l'U.R.S.S. En déclarant que nous sommes contre la théorie du socialisme dans un seul pays, nous ne faisons que continuer à défendre ce que défendait Lénine et ce qui est à la base de toutes les décisions fondamentales prises jusqu'ici par l'I.C.

4. — Nous rejetons résolument et catégoriquement les accusations non fondées de pessimisme et de manque de foi :

a) Quand nous essayons d'attirer l'attention de

notre parti sur le danger croissant des koulaks, ce n'est pas pour capituler devant ce danger, mais pour conseiller au Parti de s'appuyer sur les paysans pauvres et sur les journaliers et de leur permettre, avec l'aide du gouvernement prolétarien, d'entraîner plus facilement le paysan moyen dans la lutte contre les koulaks. Il n'est pas vrai que nous proposons de « pressurer le paysan » en faveur de l'industrialisation. Ce que nous voulons, c'est conserver l'union entre prolétaires et paysans comme la prunelle de nos yeux. Sans cette union, la dictature prolétarienne dans l'U.R.S.S. serait condamnée à périr. Mais nous disons : notre point d'appui dans le village — c'est le journalier et le paysan pauvre ; notre allié au village — c'est le paysan moyen ; notre ennemi de classe au village — c'est le gros paysan (koulak) ;

b) Quand nous insistons et attirons l'attention de notre parti sur la croissance du capital privé, ce n'est pas pour capituler devant ce fait, mais pour qu'un système complet de mesures de vigilance tiennent le capital privé dans une position strictement subordonnée ;

c) Quand nous parlons de la dépendance inévitable de notre économie socialiste en période de reconstruction de l'économie capitaliste mondiale, ce n'est pas pour capituler devant cette dernière, mais afin d'arriver à une distribution plus rationnelle du revenu national dans l'intérêt de l'industrie d'État, à une accélération du rythme de développement par tous les moyens, à une augmentation du niveau de vie matériel de la classe ouvrière et à l'éducation de celle-ci dans l'esprit d'une profonde compréhension du sort inséparable de notre édification socialiste avec la révolution prolétarienne internationale.

5. — Nous rejetons toute accusation que nous doutons du caractère de classe de notre État et du caractère socialiste de notre édification. Nous qui sommes dans l'opposition, nous avons travaillé jusqu'ici avec les autres camarades et sous la direction du C.C. dans toutes les branches de l'édification socialiste : dans le développement de l'industrie d'État, dans l'établissement d'une monnaie stable, dans le renforcement des plans de notre économie, dans l'obtention d'une prédominance en faveur des tendances socialistes. Nous pourrions nommer des douzaines de militants les plus connus qui sont dans l'opposition et qui ont pourtant réalisé non sans succès telle ou telle œuvre d'État. Il en sera de même à l'avenir dans les limites du travail qui nous sera assigné par le C.C.

6. — Il n'est pas vrai que nous soyons contre la tactique du front unique. *Nous en sommes partisans.* Mais nous sommes contre les accords avec Thomas, Pugh et Purcell quand ils trahissent misérablement les mineurs anglais.

7. — Il n'est pas vrai que nous soyons contre le travail dans les syndicats réformistes. Non, nous sommes pour la participation des communistes dans les syndicats les plus réactionnaires, d'accord avec les enseignements de Lénine. Les communistes doivent se trouver partout où il y a des ouvriers organisés.

8. — Il n'est pas vrai que nous voyions avec indulgence les points de vue des « ultra-gauches ». Nous luttons et lutterons contre toute erreur ultra-gauche. Mais nous demandons qu'à l'égard des honnêtes militants révolutionnaires, mêmes « gau-

chistes », l'I.C. prenne l'attitude enseignée par Lénine. Nous demandons, en accord avec les enseignements de Lénine, que l'I.C. dénonce et réprime les chefs, diplomates et parlementaires de droite qui masquent adroitement leurs actes et plans droitiers sous des phrases bien intentionnées.

9. — Nous restons ennemis de la social-démocratie, comme nous l'étions avec Lénine. Nous considérons que les chefs social-démocrates sont les plus grands ennemis du mouvement ouvrier. Il n'est pas vrai que la social-démocratie ait changé d'attitude envers nous, opposition. Non, elle continue à nous haïr comme par le passé (et même davantage) et à nous attaquer comme la petite bourgeoisie attaque les révolutionnaires prolétariens intransigeants. La presse bourgeoise et socialiste, considérant avec une hostilité irréconciliable la *politique* que nous défendons, tente parfois d'utiliser nos *critiques*. Il en a toujours été ainsi.

10. — Il n'est pas vrai que nous nions le fait d'une stabilisation partielle du capitalisme. Nous le reconnaissons. Nous en avons parlé dans une série d'articles consacrés à la grève anglaise. Ce que nous nions, c'est que cette stabilisation soit destinée à durer des décades. Nous laissons cette profession de foi à Otto Bauer et C<sup>ie</sup>. Nous conservons le point de vue de Lénine qui avait jugé notre époque comme une époque de révolution mondiale.

11. — Il est donc évident que nous ne sommes pas coupables de la moindre « déviation social-démocratique ». Nous en sommes profondément convaincus, l'avenir prouvera que cette affirmation ne peut supporter la moindre critique.

12. — Il n'est pas vrai que nous défendions le « trotskisme ». Trotsky a déclaré devant l'I.C., que dans toutes les questions de principe l'ayant séparé de Lénine, ce dernier avait eu raison, en particulier dans les questions de la révolution permanente et de la paysannerie. Nous défendons le *léninisme*. Nous luttons surtout contre toute révision des enseignements de Lénine sur la révolution *internationale*.

13. — Il n'est pas vrai que nous accusions la majorité de notre parti d'une « déviation à droite ». Nous considérons seulement qu'il existe, au sein du P.C. de l'U.R.S.S., des courants et groupements de droite qui possèdent actuellement une influence proportionnellement trop grande et que le Parti, du reste, surmontera.

14. — Nous resterons fidèles jusqu'au bout aux obligations que nous nous sommes imposées dans notre déclaration du 16 octobre 1926. Mais nous avons le droit de défendre nos principes. Nous l'avions déclaré dans ce même document du 16 octobre et personne n'a contesté ce droit. Depuis les sept années d'existence de l'I.C., toutes les différences d'opinion qui ont existé au sein d'un parti quelconque, y compris le P.C. de l'U.R.S.S., ont toujours été apportées à la tribune de l'I.C. et toute minorité, quelle qu'elle soit, a eu le droit de défendre son point de vue et ses principes. Si l'expression d'un point de vue devant l'organe directeur du parti communiste mondial est considérée comme du fractionnisme, quel autre moyen existe-t-il pour défendre des idées dans les limites des décisions générales de l'I.C. ? *Nous défendrons l'unité du P.C. de l'U.R.S.S. et de l'I.C.* Nous lutterons contre le fractionnisme.

15. — Les tentatives continuelles de nos ennemis d'exploiter la moindre différence d'opinion dans le Parti ne doivent pas être une raison pour arrêter toute auto-critique. Si les conférences et les congrès devaient se baser sur une unanimité assurée d'avance, il serait inutile de les convoquer. Le règlement de l'I.C., ainsi que des partis dont elle est composée doit, en plein accord avec notre programme et nos statuts, assurer les possibilités réelles d'une auto-critique ne

se transformant pas en travail fractionnel et ne violant pas l'unité d'action.

16. — Nous considérons que la résolution proposée non seulement caractérise incorrectement et tendancieusement les opinions que nous défendons et qui, nous en avons la conviction inébranlable, sont en accord complet avec les traditions du marxisme et du léninisme, mais qu'elle aggrave la situation au sein de l'I.C., limitant encore davantage les possibilités déjà insuffisantes de la critique dans le Parti. Nous ne doutons pas, du reste, que même en acceptant cette décision erronée, l'I.C. restera comme par le passé la seule organisation capable de corriger les erreurs de ses différentes sections comme les siennes propres en se basant sur l'expérience de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial.

17. — Cette confiance profonde et inébranlable nous donne le droit et nous oblige de nous soumettre entièrement à la décision que vous prendrez et d'inviter tous les camarades qui se considèrent d'accord avec nous à agir de même.

14 Décembre 1926.

G. ZINOVIEV. L. KAMENEV. L. TROTSKY.

## Au dernier Comité Exécutif

Une session du Comité Exécutif s'est tenue récemment à Moscou. La presse communiste a eu soin de n'en rien dire à ses lecteurs, quitte à faire part, tout étant terminé, d'une résolution anathématisant une fois de plus l'opposition russe, spécialement Trotsky.

Les membres du Parti n'ont pas besoin de savoir le pourquoi et le comment des choses. Qu'ils s'estiment heureux d'être informés, de temps en temps, d'une décision, quand celle-ci est de nature à inspirer aux « inférieurs » la déférence due aux « supérieurs », appelés, dans le jargon en cours, « sommets ». (Car les bureaux sont les *sommets*, et les ouvriers, évidemment, les bas-fonds).

Le Président d'hier de l'Internationale, déchu après six ans de présidence, et tout « élu » qu'il ait été par acclamations « unanimes » du 5<sup>e</sup> Congrès mondial, ne fut même pas admis aux séances de cet Exécutif dont il est toujours « membre » d'après les « statuts ». (On se sent obligé, ici, de guillemetter presque tous les mots, car aucun ne veut plus rien dire).

Trotsky obtint l'autorisation de parler devant l'auditoire choisi. Outre que ces gens s'ennuient d'entendre seriner toujours les produits de l'agit-prop, ils ne sont pas fâchés de jouer à la démocratie... en parfaite sécurité. Pas de danger de voir déplacer une voix... Tout est prévu.

Et pourtant, pas tout. Il est une chose à laquelle Staline, à plus forte raison les staliniens, n'avait pas pensé. (Une seule chose, c'est façon de parler : nous sommes sur le plan de la cuisine intérieure, où Staline est virtuose ; sur les autres plans, il ne saurait même être question de lui). Staline n'avait pas prévu un Exécutif sur mesure pouvant, un beau jour, être saisi d'inquiétude devant les conséquences éventuelles des mesures exigées de lui. Ces « étrangers » sont des sentimentaux, des cœurs faibles, et ne peuvent le suivre sans perdre haleine, au train où il va...

La délégation russe proposait d'exclure Zinoviev et Trotsky du Comité central russe, dernière étape avant l'exclusion du Parti, celle-ci livrant les condamnés à la science du Guépéou (anciennement appelé Tchéka). La délégation italienne, la seule qui ne fût pas aveuglément soumise, résista, arguant de ses préférences pour une solution politique du conflit plutôt que pour de simples mesures disciplinaires,

Le désastre communiste en Chine et le fiasco éclatant du Comité anglo-russe avaient créé un tel trouble dans les rangs des suiveurs traditionnels que les Russes sentirent leur échapper l'unanimité classique, fatidique, indispensable... Humbert-Droz, envoyé en ambassade auprès des Italiens, revint vers les Russes favorable au point de vue de ceux-là. Des Français furent gagnés par la contagion. Les Russes sentant plus facile de réaliser l'opération dans leur propre parti, quitte à se faire approuver par les moyens bien connus, firent une volte-face, proposèrent un compromis aux Italiens : blâmer l'opposition et charger le Comité central russe de l'avoir à l'œil. Les Italiens, heureux d'avoir joué un rôle modérateur, acceptèrent : ils étaient roulés. Ce qu'ils avaient voulu empêcher s'accomplit maintenant dans la sûreté de l'appareil russe : l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev est en cours par une autre voie.

Au vote, Russes, Italiens, Français (sauf l'indiscrutable secrétaire général du Parti) et Humbert-Droz, soit 8 voix, adoptèrent le compromis, contre 7 voix de partisans de la répression à tout prix : les Allemands, Kolarov, Kussinen, et l'ineffable individu.

Tout cela est d'un intérêt de plus en plus restreint.

## Clara Zetkin

Clara Zetkin vient d'avoir 70 ans. Avec toute l'Internationale, nous célébrons l'anniversaire de ce champion de la cause ouvrière dont le nom signifie : conscience, dévouement, intelligence, culture, ardeur inextinguible au travail et à la lutte.

C'est miracle qu'un tel être soit encore debout, après tant d'efforts prodigués sans compter pour l'amour de la classe opprimée.

August Bebel disait, peu avant sa mort : « *Il n'y a que deux hommes dans la social-démocratie allemande, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg* ». 1914 lui a donné raison.

Comme Kroupskaïa, dont elle est l'amie, Clara, dans la crise du communisme, s'est trouvée dans l'opposition, avec la plupart des survivants du groupe *Spartacus*. Comme Kroupskaïa aussi, elle n'avait plus assez de forces pour prendre place au premier rang. Mais on sait ce qu'elle pense, ce qu'elle a refusé de faire, ce qu'elle a souffert pour tenir.

Ses sympathies allaient à Radek, à Brandler et à Thalheimer, en dépit d'inévitables divergences de vues, et elle fut, avec eux, avec nous aussi, dénigrée, insultée.

SA position n'était ni de droite, ni de gauche, ces expressions n'ayant trop souvent aucune signification depuis l'abus que certains en ont fait. Elle réprouvait les procédés scandaleux mis en œuvre, en 1923 et 1924, pour discréditer l'opposition russe et évincer la direction du parti allemand, sans pour cela adopter tous les points de vue des militants victimes de la répression. On la traita en suspecte, tout en lui accordant des égards de pure forme, l'écartant de la politique active.

Elle a salué avec satisfaction la chute de Zinoviev et de Ruth Fischer, qui l'avaient ainsi traitée ; ce qui a donné l'apparence d'une identité entre sa conduite et celle de la majorité. Mais apparence seulement.

Le rédacteur du *Bulletin* a été, à Moscou, réconforté de sa confiance. Et pourtant, il y a quelques mois, Clara trompée par des gens sans scrupules se laissait aller à nous blâmer de choses que nous n'avions jamais dites...

Cela ne compte pas. Une erreur de cette sorte n'est pas une opinion. Clara nous sera toujours chère, quoi qu'on lui fasse dire en profitant de son isolement. Son attitude est un blâme permanent aux trafiquants du pseudo-léninisme.

## Bibliographie

*Nous avons reçu :*

CH. RAPPOPORT : La philosophie de l'histoire, comme science de l'évolution (Paris, Marcel Rivière, Editeur).

VICTOR SERGE : Les Couloirs d'une Sûreté générale ; ce que tout révolutionnaire devrait savoir sur la répression (Paris, Librairie du Travail).

MAURICE LANSAC : Les conceptions méthodologiques et sociales de Charles Fourier ; leur influence (Paris, Librairie philosophique J. Vrin).

ELISÉE RECLUS : Correspondance ; t. III et dernier, Septembre 1889-Juillet 1905 (Paris, Alfred Costes, Editeur).

GEORGES MICHON : Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre (Paris, Librairie Félix Alcan).

ANTONIO GRAZIADAI : Le prix et le sur-prix dans l'économie capitaliste (F. Rieder et C<sup>o</sup>, Editeurs, Paris).

LUCIEN DESLINIÈRES : Le socialisme reconstituteur ; principes d'économie socialiste (Paris, France-Éditions).

ANDRÉ BRETON : Légitime défense (Éditions sur-réalistes, Paris).

MAX EASTMAN : Marx, Lenin and the science of Revolution (London, George Allen and Unwin Ltd).

LUC DURTAÏN : Crime à San Francisco. Récit orné de huit lithographies originales de Georges Annenkoff (Paris, Au Sans Pareil).

MAGDELEINE MARX : Une grande grève aux États-Unis ; Passaic, 1926 (Paris, Librairie du Travail).

EMILE PIGNOT : Le lendemain du Grand Soir (Paris, Édition Georges Auquetil).

CHARLES DERENNES : Amours et Crimes (Paris, Les Éditions de France).

GAËTAN PIROU : Georges Sorel (1847-1922) (Paris, Marcel Rivière, Editeur).

LOUIS ARAGON : Le Paysan de Paris (Paris, Librairie Gallimard, Édition de la Nouvelle Revue Française).

URIEL DA COSTA : Une vie humaine, traduit du latin et précédé d'une étude sur l'auteur, par A.B. Duff et Pierre Kaan (F. Rieder et C<sup>o</sup>, Editeurs, Paris).

L'ESPÉRIT, Premier Cahier (F. Rieder et C<sup>o</sup>, Editeurs, Paris).

PIERRE LA MAZIÈRE : Partant pour la Syrie (Paris, Librairie Baudinière).

NICOLAS LAZAREVITCH : Ce que j'ai vécu en Russie (Seraing-sur-Meuse, imprimerie Alfred Genard).

IRMA BOYER : La Vierge rouge, Louise Michel (André Delpeuch, Editeur, Paris).

BORIS PILNIAK : L'Année Nue, traduit du russe par L. Bernstien et L. Desormonts (Paris, Librairie Gallimard).

BERNARD LECACHE : Quand Israël meurt... (Édition du « Progrès civique », Paris).

JEAN JAURÈS : Les origines du socialisme allemand ; thèse latine traduite par Adrien Veber (Les Écrivains réunis, Paris).

A partir du prochain numéro, nous reprendrons la chronique des comptes-rendus bibliographiques ; prière aux auteurs et aux éditeurs de vouloir bien en prendre note.

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro-double : 3 francs

ABONNEMENTS :	France	Etranger
1 an.....	15 fr.	18 fr.

Adresser toute la correspondance à BORIS SOUVARINE, 96, quai de Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>).

# Cercle Communiste Marx et Lénine

## L'ORGANISATION DU P. C. FRANÇAIS

*Au mois de juin 1926, le Cercle communiste Marx et Lénine a fait sienne la résolution suivante relative à l'organisation du Parti. Plus d'un an plus tard, elle n'a rien perdu de sa signification. Nous la publions, comme l'expression de l'opinion du principal noyau d'opposition communiste et la soumettons à l'appréciation des militants réfléchis. L'avenir dira qui a vu clair et pensé juste.*

1. — L'organisation du Parti ne saurait être déterminée par un principe absolu. Sous l'inspiration de ce principe général que la meilleure organisation est celle qui assure au Parti le maximum de contact avec la majorité du prolétariat, c'est surtout de l'expérience pratique que se dégagent les meilleures règles d'organisation révolutionnaires. Celles-ci doivent répondre aux nécessités d'une période historique donnée, aux conditions de lutte créées par la structure économique et les rapports sociaux : elles ne peuvent donc se fonder dans un type unique valable pour n'importe quel pays en n'importe quelle circonstance. C'est sur quoi Lénine a attiré l'attention de tous les communistes dans son dernier discours devant l'Internationale. (*Bulletin* du 4<sup>e</sup> Congrès de l' I. C., n° 8, pages 6 et 7.)

2. — Le Parti français a acquis une double expérience : celle des sections territoriales et celle des cellules d'entreprises. Il doit en dégager les leçons sans parti pris, sans permettre de les fausser sous d'arbitraires qualifications de droite ou de gauche.

3. — La substitution des cellules aux sections s'est accomplie du consentement général du Parti, de par la volonté de l'Internationale : nul n'y a contredit, nul ne peut en revendiquer un mérite. Mais le mode de transformation a suscité des critiques : c'est que l'organisation existante a été détruite avant la création d'un minimum d'organisation nouvelle, que des considérations de fraction ont pris le pas sur les intérêts du Parti dans la formation de la structure neuve, que celle-ci a été improvisée sans étude, sans préparation, et surtout sans la collaboration de la masse du Parti par des fonctionnaires essentiellement soucieux de créer un instrument docile.

4. — Les conditions défavorables où les dirigeants du Parti ont transformé celui-ci n'ont pas laissé l'expérience produire son plein effet, donner les meilleurs résultats. Néanmoins, certaines constatations générales se sont imposées à un nombre grandissant de militants qui ont réclamé une révision du système en vigueur, suggéré des modifications. Le Parti n'en ayant jamais discuté normalement, le problème reste encore à résoudre.

5. — L'opposition qui s'est dessinée contre les méthodes de la Direction en matière d'organisation a préconisé une structure mixte, combinant les avantages de la section et ceux de la cellule. Elle a demandé l'organisation territoriale comme base et la ramification en cellules comme complément. Cette conception s'inspire des constatations suivantes :

a) La grande majorité des « cellules » du Parti n'existent pas, de l'aveu officiel de la Direction (*Humanité* du 6 mai 1926) ;

b) La grande majorité des « cellules » existantes ne sont pas des cellules, c'est-à-dire des noyaux de travailleurs d'une même entreprise à l'intérieur de

celle-ci : ce sont des groupes composés d'éléments divers étrangers à l'entreprise, ne répondant pas, par conséquent, à la définition originelle et à la mission assignée ;

c) Les véritables cellules, malheureusement en nombre infime impossible à préciser en l'absence de données vérifiées, ont une tendance naturelle à limiter leur horizon à l'enceinte de l'entreprise ; absorbées par les questions intérieures de celles-ci, elles sont confinées dans une vie corporative, se superposent ou se substituent au syndicat et perdent de vue les intérêts généraux du prolétariat ; ainsi, ni la cellule, ni le syndicat ne peuvent jouer leur vrai rôle ;

d) En province, la plupart des « cellules » sont en réalité les anciennes sections appelées d'un autre nom ;

e) Dans les villes où les cellules, véritables ou prétendues, sont autre chose que les anciennes sections, l'organisation est émiettée à l'extrême ; l'effectif insignifiant des cellules comprend rarement un camarade capable d'y entretenir une vie politique ; les réunions, nécessairement brèves à l'heure où elles se tiennent et vu la dispersion des lieux d'habitation, ne peuvent prêter qu'à des semblants de délibération ; les cellules sont ainsi pratiquement tenues à l'écart de la vie du Parti ;

f) La faiblesse des effectifs du Parti et surtout leur composition sociale où entrent fort peu d'ouvriers de grande industrie, ainsi que leur insuffisance de culture communiste aujourd'hui avouée par la Direction, ne laisse pas espérer à bref délai un parti réellement vivant et actif avec la structure actuelle ; l'expérience établit que les ouvriers révolutionnaires ont une invincible tendance à se répartir dans les petits ateliers où les conditions de travail sont meilleures que dans les grandes entreprises (avec leur discipline de caserne, leur police, leurs fiches, etc.) et vers lesquels la répression les pousse ; cette dissémination des militants dans une industrie très morcelée pourrait être compensée seulement par un recrutement intense : or, la Direction reconnaît maintenant avoir éliminé la majeure partie des anciens militants, plus ou moins expérimentés et éprouvés, (*Rapport moral* du C. C., mai 1926, p. 5) et quant aux adhérents nouveaux, recrutés sans filtrage, sans stage, sans conditions, et dont l'inculture est aussi avouée par la Direction, l'instabilité est leur caractéristique la moins contestable ; de plus, les fréquents changements de travail, dus aux crises ou à la répression, entretiennent une cause de désorganisation permanente, chaque déplacement exigeant un transfert qui ne va pas sans correspondances, attentes, pertes de temps, malentendus, etc... ;

g) L'ensemble de la structure basée sur les cellules est d'une complication infinie où seuls des fonctionnaires spécialisés parviennent à se reconnaître ; la multiplicité des échelons impose une grande déperdition de forces à un parti qui n'en a pas de superflues ; tandis que les adhérents se perdent dans un dédale de cellules, de rayons, de sous-rayons, de régions souvent en cours de dissolution, de formation, de fusion, de reconstitution, en voie de regroupement et de découpage, les militants s'épuisent dans tous ces degrés d'organisation auxquels il faut encore ajouter les commissions, les fractions syndicales, les bureaux de toutes sortes ; et tout cela pour aboutir,

après deux années d'expériences pratiquées sur la chair vive du Parti, à de nouvelles « conférences d'organisation » où il faut bien reconnaître, le déplorable fonctionnement du mécanisme ainsi créé, et où l'on ne trouve pas d'autres remèdes que la création de nouveaux bureaux ;

h) L'appareil nécessaire à entretenir artificiellement, dans cette organisation, une apparence de vie est fort coûteux et ne correspond pas aux capacités de sacrifice des ouvriers du Parti ; il absorbe le plus clair des ressources de celui-ci, et tend à constituer une catégorie particulière de militants, distincte de l'ensemble des adhérents ; les cadres, au lieu de se dégager d'une sélection due à l'initiative et au dévouement, sont formés grâce à la rétribution du travail fourni, ce qui explique pourquoi les deux dernières années n'ont pas vu émerger de militants de valeur ;

i) La démarcation des régions et des rayons étant rarement inspirée de considérations économiques, politiques ou géographiques sérieuses, son tracé complique la besogne du Parti au lieu de la lui faciliter ; à part deux ou trois exceptions concernant des blocs économiques caractérisés, les formations régionales ne servent qu'à alourdir l'organisation et à rendre sans utilité son appareil plus dispendieux ;

j) Le réseau complexe de la nouvelle organisation compartimente les adhérents, leur barre l'accès des assemblées délibérantes, rend vaines leurs initiatives et stériles leurs efforts, impose l'apathie, donne aux fonctionnaires salariés le monopole de l'opinion, toutes choses que l'on ne parvient nullement à modifier en proclamant à satiété la nécessité « d'animer » des cellules que trop d'entraves paralysent ;

k) Les sections territoriales auxquelles on n'avait renoncé que dans l'espoir de réaliser un progrès sont encore ce que le prolétariat français a trouvé de moins mauvais pour se grouper ; leurs inconvénients, à l'expérience, se sont révélés moindres que ceux du système récemment construit, leurs lacunes pourraient être comblées dans la mesure où le Parti se montrerait capable de faire vivre dans les grandes entreprises de véritables cellules. Celles-ci bénéficieraient de la suppression des « cellules » supposées et de l'utilisation rationnelle des immenses ressources consacrées en pure perte à ces dernières.

6. — Ces considérations, et les conceptions de l'opposition basées sur elles, trouvent une justification éclatante dans la création des « sous-rayons » d'arrondissement, puis des néo-cellules dites de rues et de quartiers. Ces mesures sont autant de capitulations de la Direction, de pas vers le retour à l'organisation territoriale : la naïve substitution d'une appellation à une autre ne peut le dissimuler. Il est indigne d'un parti prolétarien de se tromper soi-même, de se rendre dupe d'un stratagème de mots. Les « cellules » de province sont pour la plupart des sections, les « cellules » de rues ou de quartiers à Paris sont de petites sections, les sous-rayons sont une tentative de figurer les sections ; fermer les yeux à ces vérités, c'est priver le Parti du bénéfice de leurs enseignements. Il faut enfin reconnaître que ce qui reste du Parti subsiste grâce à ces survivances variées des sections ; le nombre des communistes dans les vraies cellules d'entreprise et travaillant dans celles-ci est insignifiant : la Direction n'osera jamais le citer.

7. — L'organisation mixte sur la base des sections et des fédérations avec adjonction de cellules là où celles-ci se montrent viables comme moyen de pénétration dans les usines, répond déjà certainement au vœu désintéressé de la plupart des adhérents, malgré la pression indûment exercée sur eux au nom de « Moscou », comme si « Moscou » pouvait désirer autre chose que le bien du Parti, comme si « Moscou » pouvait ne pas tenir compte de l'opinion du Parti franchement exprimée. Afin de permettre au Parti de se prononcer en véritable connaissance de cause, il importe :

1° de procéder à une consultation générale du Parti aux fins d'établir objectivement le bilan de sa transformation organique, toutes garanties étant prises pour éviter une pression officielle et assurer la véracité de l'enquête ;

2° d'ouvrir, sur la base des données ainsi recueillies, un débat contradictoire où nulle opinion ne puisse être refoulée par des menaces d'exclusion.

*Cette proposition de résolution a été signée d'une centaine de militants du Parti ayant plusieurs années d'ancienneté ; sa circulation a été, naturellement, interdite par le système même qu'elle tend à faire disparaître ; ce système ne peut tolérer nulle critique, nulle initiative, nulle discussion véritables, étant basé sur la négation de toute critique, de toute initiative, de toute discussion non conforme aux intérêts de la fraction bureaucratique régnante. Mais les idées exprimées ici devront s'imposer tôt ou tard, car elles sont inspirées de l'intérêt du prolétariat en général (inséparable de celui d'un parti communiste répondant traitement à sa définition) et dictées par l'expérience ouvrière si chèrement acquise.*

## Opinions et Arguments

La réapparition du *Bulletin* nous a valu quelques lettres (peu nombreuses) et beaucoup de commentaires parlés. Nous ouvrirons, dans le prochain numéro, la rubrique *Opinions et Arguments*.

Tout de suite, nous tenons à indiquer les premiers résultats de notre sondage : ils confirment nos plus « pessimistes » observations d'optimiste impénitent sur l'état du mouvement communiste.

Les réflexions unanimes dont nous avons recueilli l'écho peuvent être résumées ainsi : *C'est du très bon travail ; continues...* Pas de suggestions, pas de réactions, pas d'idées.

Nous le disons tout net : les éloges mêmes que nous avons reçus nous attristent. En même temps que la satisfaction de nos lecteurs, ils reflètent leur apathie. Nous eussions préféré des critiques, des objections, révélant une certaine activité intellectuelle.

Une fois de plus, nous devons constater qu'il n'y a plus de pensée communiste vivante dans le Parti, ni parmi les derniers opposants, ni dans les rangs de la majorité officielle. Quant aux exclus volontaires ou involontaires, ils ne paraissent guère disposés à se remettre au travail.

Donc, pas d'illusions. Nos certitudes sont confirmées. Nous ne sommes qu'une petite phalange et travaillons pour l'avenir du mouvement. Le présent n'a d'intérêt que comme illustration d'une faillite pleine d'enseignements.

Merci tout de même à ceux qui nous ont encouragés... Nous tenons, nous tiendrons, comme nous avons tenu. Nous souhaitons de nos amis moins de félicitations et un peu plus de collaboration effective.

# Actes et Paroles

## Logique

Les communistes ont organisé le 10 juin un meeting pour commémorer l'assassinat de Matteotti. On lit dans l'*Humanité* du lendemain :

« C'est devant une salle comble et tour à tour recueillie et vibrante, que s'est déroulée hier soir, à la Grange-aux-Belles, le meeting antifasciste de commémoration de l'assassinat de Giacomo Matteotti. »

Fort bien. Mais il manque ici deux choses : un détail et un rappel.

Un détail : Matteotti était le secrétaire du groupe parlementaire socialiste italien.

Un rappel : d'après le « léninisme », le socialisme est l'aile gauche du fascisme.

Les communistes ont donc célébré la mémoire d'un fasciste nommé Matteotti. O, logique !

## Business is business

Après la rupture anglo-russe, le Conseil général des Trade-unions, ayant pris son temps, a publié le 11 juin une déclaration dont l'*Huma* du 12 dit :

« Le Conseil général a jugé essentiel d'attirer l'attention publique sur les aspects économique et industriel de la question et sur le fait que le commerce et les intérêts du peuple anglais passent après les raisons politiques de parti du gouvernement anglais ».

Ce n'est pas la première fois que les syndicats anglais révèlent une « solidarité » avec le prolétariat russe fortement imprégnée de mercantilisme manchesterien.

Mais c'est là-dessus que Tomsy fonde ses espérances. Que n'étudie-t-il, d'abord, la question ?

## Le fascisme

Une bonne moitié de la Chambre s'est déclarée, le 23 juin, hostile à l'arrestation de Cachin. Cette moitié est faite de radicaux et de socialistes.

Or, selon le même Cachin, ceux-ci ne sont que des fascistes.

« Le fascisme est là » proclamaient à l'envi bolchévisateurs et bolchévisés lors de l'avènement du bloc des gauches.

Souhaitons à nos camarades italiens un fascisme de la même sorte.

## La terreur blanche

« Un rédacteur de la Pravda est venu m'interviewer sur la terreur blanche en France », écrivait, au 30 décembre 1924, le délégué de la C.G.T.U. en Russie (*Bulletin Communiste* du 6 nov. 1925, p. 48).

Il y avait, à l'époque... un communiste en prison.

Que dire des atrocités présentes, si « terreur blanche » s'applique à l'an 1924 ?

Tartarinades de Daudet et mélodrames de Cachin ; état de siège rue de Rome, avec lances d'arrosage ; reddition guignolesque de l'insurgé royaliste ; séances de dégonflage et de farce sur le danger communiste, à la Chambre ; arrestation de factieux fin juin avec promesse d'amnistie au 14 juillet ; évasion des martyrs, dans une péripétie de rigolade...

Le régime capitaliste tremble sur ses bases.

## Confirmation

Dans notre dernier numéro, tournant en dérision les pantalonnades de l'*Huma*, nous écrivions : « Tout va bien... » « Les larges masses affluent chez nous : nous refusons du monde », etc.

Là-dessus, le rédacteur en chef de l'*Huma* ne craint pas d'écrire, le 4 juin :

« Tout va bien... La souscription rend à merveille.

« Encore quelques vendredis comme ça et nous refusons du monde... Si j'ose m'exprimer ainsi. »

On a beau les caricaturer : impossible de ne pas rester en deçà de la réalité.

## Léninisme

Au plus fort de la campagne anti-soviétique, après la rupture anglo-russe et avant l'assassinat de Voïkov, Tchitchérine, de passage à Paris, servait de cible aux sauveurs de l'ordre.

Dans les théâtres, à l'entr'acte, une haineuse caricature passe sur l'écran : un Tchitchérine hideux, diabolique. Cris, huées, sifflets... Les repus de l'orchestre et du balcon répondent à l'appel du dessinateur.

Celui-ci, sans doute, est un collaborateur de l'*Action Française* ou de l'*Echo de Paris* ?

Nullément. C'est le dessinateur de l'*Humanité* très léniniste.

A condition d'être à plat ventre devant le Bureau politique, on peut tout se permettre dans le parti bolchévisé.

## Une exception

On lisait dans l'*Humanité* du 10 juin :

« Il y a trois ans, Matteotti était assassiné dans des conditions d'une sauvagerie sans égale par les hommes de confiance de Mussolini... »

« Ses complices absous, Mussolini, qui avait chancelé un moment sous l'indignation universelle, se fit plus arrogant, plus insolent, plus odieux que jamais dans son cabotinage d'imperator. »

C'est vrai.

Et dans cette « indignation universelle », il se trouva à Rome une ambassade, une seule, pour organiser une réception en l'honneur de l'assassin.

Cette ambassade était celle des Soviets.

Les délégués communistes italiens à Moscou, convoqués en haut lieu, furent consultés... le lendemain.

Est-ce exact, oui ou non ?

## Dilemme

Interview avec Lounatcharsky, dans l'*Humanité* du 18 juin. Un des plus beaux spécimens de tromperie parus dans un journal pourtant spécialisé. Le document restera, comme référence.

Pour aujourd'hui, épinglons ce passage.

« — Encore une question : La censure ?

« — Elle existe, mais s'applique exclusivement à la littérature contre-révolutionnaire, pornographique et religieuse... »

Le livre de Barbusse, *Jésus*, ayant été récemment interdit par la censure russe (*glavlit*), on demande à savoir si c'est en raison de son caractère... contre-révolutionnaire ou pornographique ?

Et les écrits de Trotsky, de tant de communistes éminents, qui doivent circuler sous le manteau ?

P. S. — En cours d'impression, nous apprenons qu'une intervention « supérieure » a levé l'interdiction de *Jésus*, mais en imposant à l'ouvrage une « Introduction » de réfutation. Nous voudrions voir étendre cette faveur aux artisans de la Révolution d'Octobre, privés de toute possibilité d'expression, et prétendons qu'une telle faveur devrait être un droit pour les travailleurs, la réfutation en moins.

## Sans forfanterie

Le 10 juin, la Chambre a repoussé le projet de cession du monopole des allumettes, par 281 voix contre 243.

Le lendemain, voici ce qu'on pouvait lire dans l'*Huma* :

« On nous permettra de nous réjouir ici de cette victoire et de la considérer sans la moindre forfanterie comme un peu la nôtre. »

En effet, sur 280 voix, il y en avait 250 radicales et socialistes et une trentaine communistes.

A part cela, pas de forfanterie... Que serait-ce alors... avec forfanterie ?

## Passez muscade

« Les Partis chinois et leur programme », tel est le titre d'un article de Sia-Ting dans l'*Huma* du 8 juin.

L'auteur énumère : les constitutionalistes, les fédéralistes, les pacifistes, la ploutocratie bourgeoise, le Kuo-min-tang.

Pas un mot des communistes.

Il n'y a donc pas de Parti communiste en Chine ?

C'est l'*Humanité* qui le dit... à sa façon.

## Un cadavre

Avec une gravité naïve, l'*Huma* du 19 juin pose une question, sur un titre de 3 colonnes : « Pourquoi le Comité anglo-russe ne se réunit-il pas ? »

Pourquoi ? Pour une raison bien simple... C'est que le dit Comité, — comme la jument de Roland dont l'unique défaut était, selon l'Arioste, d'être morte, — est un cadavre.

Un nouveau Comité serait-il viable et utile ? Nous le croyons, mais à condition de...

A condition de ne pas fonder de grands projets sur de petites ruses, une politique d'envergure sur de mesquines tromperies politiciennes, et qu'il soit bien entendu que les dirigeants syndicaux russes sont des bolchéviks, aux ordres de leur Bureau politique, et les dirigeants syndicaux anglais des libéraux, au service de la grande Angleterre.

Mais l'ancien Comité anglo-russe, avec des bolchéviks jouant aux naïfs syndiqués et des travaillistes jouant aux révolutionnaires, est mort et bien mort.

## Leur bluff

La commission parlementaire des poursuites contre les communistes est hostile à celles-ci, grâce à l'élection d'une majorité radicale et socialiste.

Le fait comporte une leçon. Au lieu de la tirer, voici comment l'*Humanité* du 18 mai présente les choses :

« Le prestige du Grand Cabinet s'effrite.

« Felicitons-nous de ces premiers résultats.

« Il n'y a pas de doute que la vigueur de la contre-offensive ouvrière ait commencé à porter ses fruits.

« C'est le moment de continuer sans désemparer la poursuite, notre poursuite. »

Et nous faisons grâce des capitales.

Tirés d'affaire par les radicaux et les socialistes, nos malins s'attribuent les mérites.

Les socialistes sont « l'aile gauche du fascisme », n'est-ce pas ? Les radicaux sont l'aile droite. Et les conservateurs ? Et les réactionnaires ?

Anatomie complexe que celle de ce fascisme aux ailes multiples...

## Conciliation

On nous demande de préciser notre pensée à propos de l'accord russo-suisse. Volontiers.

Nous approuvons pleinement le gouvernement soviétique d'avoir rétabli les relations, comme les journaux du 17 avril l'ont annoncé. Mais une double constatation s'impose :

Si l'on approuve nos camarades russes, en cette affaire, et c'est notre cas, cette approbation implique une désapprobation de leur attitude antérieure.

Car, de deux choses l'une : ou l'on avait raison avant, et l'on aurait tort maintenant, ou l'on a raison maintenant, et l'on a eu tort avant...

(D'aucuns prétendent que Moscou a toujours raison, voire en se contredisant à 24 heures d'intervalle : mais quel intérêt présente cette opinion ?)

Enfin, si Moscou a renoncé à ses exigences vis-à-vis de la Suisse, c'est pour participer aux Conférences réunies sous l'égide de la Société des Nations à Genève. En quoi, à notre avis, elle a bien raison. Mais alors, pourquoi avoir injurié grossièrement les communistes allemands d'opposition qui, sur ce point, ont dit vrai ?

Impossible d'approuver à la fois ceci et cela.

## Malice

« *Le Parti Communiste, la C. G. T. U., l'Arac et les J. C. constituent un Comité central d'Action* », annonçait sérieusement l'*Humanité* du 12 avril.

Autrement dit : communistes + communistes + communistes + communistes = Comité d'Action.

Les gens ainsi réunis peuvent-ils se regarder sans rire ?

Dire que de telles malices sont toute leur science politique, stratégique et tactique...

## Le parvenu

Il y a, en Russie soviétique, les plus belles villégiatures d'Europe : Crimée (Aloupka, Siméïs, Alouchta, Livadia, Yalta, Goursouf) et Caucase (région de Kislovodsk, Géorgie, côte de Gagri, Sotchi, Soukhoum)...

Mais Lounatcharsky vient prendre ses vacances en France.

Est-il malade, et va-t-il aux eaux de Vittel, de Vichy, de Royat, aux boues de Dax ? Pas le moins du monde : il s'installe à Biarritz, plage pour snobs, poules de luxe, fils à papa, péronnelles emperlées, héritières à marier, demi-monde et double-monde.

Qu'en penser, sinon que même pour un Commissaire du Peuple, l'atmosphère du régime stalinien est si agréable qu'on aspire à s'en évader ?

Et où sont les enseignements de Lénine sur le salaire d'un bon ouvrier comme niveau maximum ? Est-ce avec le salaire d'un ouvrier que l'on se prélassait sur la Côte d'Argent ?

Et nous ne parlons pas des robes de Madame, dont *chacune* représente le salaire d'une ouvrière pour une demi-année.

Et le même Lounatcharsky écrit dans la presse soviétique des articles pathétiques sur la misère navrante des étudiants de Moscou...

## Banqueroute

La géniale politique de Tomsy avorte avec éclat dans l'histoire du Comité Anglo-Russe. Epinglons simplement ces quelques titres de l'*Humanité* (les colonnes de texte qui suivent en sont dignes) :

30 juin : « *Les syndicats de l'U.R.S.S. appellent les ouvriers anglais à rompre l'inertie de leurs chefs dans le Comité Anglo-Russe* ».

1<sup>er</sup> juillet : « *Pour une action prolétarienne mondiale — Le Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S. dénonce le sabotage du Comité anglo-russe par les leaders traitres des Trade-Unions — Il appelle les ouvriers britanniques à la lutte commune contre l'offensive capitaliste et contre les dangers de guerre* ».

2 juillet : « *La trahison des leaders des Trade-Unions est sévèrement jugée à Moscou* ».

4 juillet : « *Tomsy dénonce le sabotage du Comité anglo-russe par les chefs réformistes des Trade-Unions* ».

Tout cela est suivi d'imprécations, de vociférations, de gros mots.

Un peu de calme, camarades.

Il y a beau temps que votre Comité Anglo-Russe n'existe plus. Nous avons eu l'honneur de vous le dire, nous le constatons une fois de plus.

Il n'existe plus parce qu'il a été fondé sur un mensonge, une réciproque duperie, où la solidarité prolétarienne réelle ne trouvait guère de place : les Anglais faisaient semblant d'être révolutionnaires pour favoriser les rapports commerciaux entre l'Etat russe et le capitalisme anglais, espérant ainsi réduire leur chômage ; les Russes faisaient semblant de n'être pas bolchéviks, pour mieux manœuvrer le mouvement ouvrier britannique.

On ne fonde pas une grande politique de classe sur de petits trucs.

Ces procédés ont fait banqueroute. Tomsy se couvre non seulement de honte, mais de ridicule. Il perd son temps, son encre et sa salive : les ouvriers anglais, dans leur ensemble, ne liront pas sa prose.

Et les quelques centaines, mettons : milliers, qui la liront ne seront pas convaincus par des affirmations dépourvues de sérieux.

On demande un Comité Anglo-Russe sans trompeurs ni trompés, un front unique *honnête* (excellente expression de Radek), une action commune loyale.

## Tout va bien

Le Comité Exécutif de l'Internationale publie (*Humanité* du 17 juillet) un manifeste accusant de faillite le Comité Central du Parti communiste chinois, coupable, paraît-il, d'avoir « freiné » la révolution agraire, proposé « des mots d'ordres opportunistes », arrêté « l'élan des masses ». enfin mal suivi les instructions de Moscou.

Or, ce même Comité Central avait été nommé par les soins de ce même Exécutif, il y a quelques semaines seulement.

L'Exécutif invite le Parti chinois à lutter contre son Comité Central, à rester dans le Kuomintang, à sortir du gouvernement de Ouhan, et à accomplir toutes sortes de choses très faciles à réaliser... sur le papier.

Si l'Exécutif avait félicité le Comité Central, décidé de sortir du Kuomintang et de rester au gouvernement, tout cela ne serait pas plus clair, ni plus logique, ni plus sérieux.

La seule vérité incontestable, dans ce lamentable chaos, c'est que Staline et consorts ont réussi, en Chine comme partout ailleurs, à saboter un beau mouvement révolutionnaire.

La banqueroute de la bolchevisation est complète, partout et en toute circonstance.

## Boîte aux lettres

*Hennaut.* — Faut-il supprimer l'ancienne adresse d'Ixelles ?

*Boutin, P. George, M<sup>re</sup> Baudin, Delesalle, Gérard.* — Bien reçu, merci.

*S. T.* — Sur la Chine, il y a déjà des textes kilométriques de l'opposition. Impossible de tout insérer, surtout en une fois. Vous aurez l'essentiel.

*Lansac.* — Vous écrirai.

*Marlet, Béal, Weber, Monier.* — Vos numéros revenus avec mention : *partis sans adresse ou adresse incomplète.*

# Faits et Chiffres

## Le communisme en Pologne

Aux élections municipales de mai, à Varsovie, première consultation populaire depuis le coup d'Etat de Pilsudsky, les résultats ont été les suivants (*Humanité* du 29 mai) :

Droite nationaliste .....	118.000
P. P. S. (II <sup>e</sup> Internationale).....	72.000
Gauche ouvrière.....	66.000
Liste du gouvernement.....	41.000
Nationalistes juifs .....	39.000
Socialistes juifs.....	19.000

Or, « gauche ouvrière » est ici pseudonyme de communiste. Le parti communiste a donc obtenu 66.000 voix, bien que sa liste ait été invalidée avant le vote, ses militants arrêtés, ses électeurs brimés, sa propagande interdite.

C'est un beau succès pour le parti de Rosa Luxembour, que la « bolchévisation » n'a pas réussi à détruire. Il est vrai que les bolchévisateurs ont été assez vite mis au rancart.

## Europe et Amérique

En 1926, les Etats-Unis ont prêté 1 milliard 200 millions de dollars aux autres pays. (*The Financial Times* donne un chiffre encore plus important : 400 millions de livres sterling, c'est-à-dire environ 2 milliards de dollars). Là-dessus, 571 millions de dollars sont allés à l'Europe, alors que celle-ci en avait emprunté 737 l'année précédente.

Sur cette dernière somme, l'Allemagne avait reçu 227 millions. En 1926, elle en a absorbé 261 sur 379 versés à l'Europe pour les 9 premiers mois.

En 1926, il y a eu diminution des emprunts d'Etats : de 285 millions en 1925 à 71 millions en 1926. Mais les prêts à l'industrie et aux villes ont passé de 452 à 500 millions.

Si l'on ajoute à ces chiffres les achats de titres, on obtient les totaux suivants représentant la pénétration du capital américain en Europe :

1924.....	350 millions de dollars
1925.....	3.325 — —
1926.....	3.837 — —

En 1926, les Etats-Unis avaient investi au total à l'étranger : 12 milliards de dollars, dont 4,7 milliards en Amérique du Sud, 3,1 milliards au Canada et 0,9 en Asie.

L'Allemagne (plan Dawes), la France (emprunt Morgan), la Pologne (emprunt de 60 millions de dollars), la Tchécoslovaquie (investissements de 100 millions), l'Autriche (prêt à l'industrie électrique), la Hongrie (prêt de 20 millions à Budapest), la Yougoslavie (emprunt de 30 millions pour les chemins de fer, emprunt de Belgrade), l'Italie (145 millions d'emprunts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927), la Belgique, la Hollande, la Suède, la Suisse, la Lettonie, l'Esthonie, la Grèce, bénéficient de l'apport financier américain.

Ceci constaté, qu'on se rappelle les grossièretés et insanités des agents de la bolchévisation à l'adresse de Trotsky, pour son livre : *Europe et Amérique*.

## Le socialisme belge

Le 38<sup>e</sup> Congrès du P.O. belge s'est ouvert le 4 juin. Du rapport de Van Roosbroek, secrétaire général, tirons quelques données statistiques :

Adhérents en 1914.....	188.095
— 1921.....	614.492
— 1925.....	599.007
— 1926.....	593.087

Le rapport de Jean Patou annonce que le Parti comptait :

En 1911.....	1.050 conseillers communaux
1921.....	2.869 — —
1926.....	3.362 — —

Le rapport de Mariette Adam, secrétaire du Comité d'action féminine, nous apprend que le journal *La Voix de la Femme* eut pendant les dernières élections une diffusion de 50.000 exemplaires, et son édition flamande : *De Stem der Vrouw*, 40.000.

## Le bâtiment en Angleterre

Après la guerre, pour résoudre la crise du logement, aiguë en Angleterre comme ailleurs, le gouvernement créa 11 divisions régionales d'habitation administrées par des commissaires. Une loi, le *Housing and Town Act* fut votée, instituant l'appui de l'Etat pour la construction de 500.000 habitations.

Ce nombre fut ensuite porté à 700.000.

La dépense était évaluée à 517.660.000 livres sterling, soit plus de 60.000.000.000 de francs...

Etat, municipalités, sociétés privées, impôt spécial assument les charges. Résultats :

Au 1 <sup>er</sup> avril 1922 ...	130.335 maisons bâties
plus .....	52.417 en construction
et .....	33.446 en projet

Depuis 1922, effort plus considérable encore :

Du 1 <sup>er</sup> oct. 1922 au 30 sept. 1923...	78.738
— 1923 — 1924...	109.491
— 1924 — 1925...	159.020
— 1925 — 1926...	195.895,

c'est-à-dire plus de 450.000 maisons en quatre années.

Le régime qui réalise — entre autres — de telles œuvres n'est pas tout à fait à l'agonie.

## Le socialisme allemand

Le Congrès socialiste allemand s'est tenu en mai à Kiel. Le rapport volumineux du Comité central donne des chiffres caractérisant l'importance du mouvement.

Effectif du Parti, 1926.....	823.500 membres
sur lesquels.....	165.000 femmes.
Organisation de Hambourg ...	70.000 membres
Jeunesses.....	56.200 membres
dont.....	20.500 femmes.
Députés au Reichstag .....	131
Députés aux Landtags.....	168
Conseillers municipaux.....	6.673
Maires .....	708
Journaux quotidiens.....	184
Abonnés à ces journaux.....	1.100.000
Imprimeries du Parti.....	173
Budget annuel.....	7.500.000 marks

Composition sociale du Parti : 73 % d'ouvriers, 11 % d'employés, 5 % d'artisans et chefs d'entreprises, 2 % de professions libérales.

Par 255 voix contre 83, le Congrès s'est prononcé pour la résolution de droite.

Parti ouvrier par excellence, le parti s.-d. allemand a une puissante organisation, mais inerte, une grande force, mais passive, des cadres instruits mais balourds, pédants et sans hardiesse.

# Points sur les i

Des camarades nous ont dit, ou fait savoir, ou donné à entendre leur étonnement, au cours de ces trois années de perdition du mouvement communiste, devant notre attitude trop principale pour être « pratique ».

En 1924, les objections se formulaient à peu près comme suit (et il s'agit de camarades qui n'avaient rien à reprendre à nos arguments de fond) :

Vous faites cause commune avec Trotsky, avec Piatakov, avec Préobrajensky, parce qu'ils veulent démocratiser le Parti ; mais ces gens n'ont-ils pas une part de responsabilité au moins égale à celle de leurs adversaires dans le régime dictatorial instauré sur le Parti, sur le prolétariat ? En quoi sont-ils plus démocrates que les autres ? Est-ce que Trotsky, au commissariat à la guerre... et Piatakov au Donbass... et Préobrajensky au secrétariat du Parti... et Bieloborodov... ?

A quoi nous répondions :

— Il ne s'agit pas de leurs personnes, mais de leurs idées. Ils comprennent maintenant la nécessité de desserrer la vis alors que les autres veulent la serrer davantage ; en cela ils se montrent intelligents, réalistes, politiques. Lénine non plus n'était pas démocrate : il faisait sentir sa poigne mais ne craignait pas la discussion. Si l'heure est venue de passer de la guerre civile à la construction socialiste, il faut un régime correspondant aux nécessités du travail pacifique. Allons-nous y renoncer sous prétexte que des praticiens de la dictature d'hier se rangent à notre avis ?

— Ils feignent de s'y ranger parce qu'ils sont victimes de leur propre système et qu'ils ont besoin de liberté pour s'assurer le pouvoir.

— Qu'importe si, ayant besoin de liberté, ils doivent, pour l'obtenir, la revendiquer aussi pour les autres ?

— Arrivés à leurs fins, ils nous refuseront les droits revendiqués par eux la veille.

— Nous les conserverons ou les reconquerrons contre eux s'il le faut. Il faut aider le prolétariat à ne pas se laisser dépouiller par ceux-ci plus que par ceux-là.

— L'opposition ne vous saura aucun gré de votre concours, voire de vos sacrifices.

— Cela m'est égal. Je ne travaille pas pour l'opposition mais pour la classe ouvrière.

— Pourquoi se décider seulement maintenant à préconiser la démocratie ouvrière ?

— Il y a temps pour tout. Hier, on se battait. C'est seulement maintenant que la guerre civile se termine. Des décisions du Parti, vieilles de deux ans, sont encore à appliquer. On aurait dû le faire plus tôt. Mais était-ce à nous, communistes d'Occident, de prendre en Russie de telles initiatives ? Nous n'étions pas de taille et nos partis étaient trop jeunes. Aujourd'hui, une élite de communistes russes eux-mêmes se met en branle : nous lui donnons raison. D'ailleurs, la

démocratie ouvrière n'est nullement une nouveauté. En plein communisme de guerre, au milieu des périls de la guerre intérieure et de la guerre extérieure, le Parti délibérait. La nouveauté, c'est la dictature croissante du secrétariat. Si l'on n'y met un terme, le régime dégènera en autocratie bureaucratique.

— Autrefois, il y avait Lénine.

— Raison de plus pour le remplacer par l'effort collectif. Que le Parti ait la parole, choisisse ses hommes de confiance, les contrôle, les révoque ou les maintienne.

— Seulement le Parti ?

— Aussi les syndicats et les soviets. Commençons par le Parti, puisque nous le considérons comme une sélection.

— La démocratie intégrale est impossible.

— Sans doute. Mais il s'agit de tendre vers le maximum de démocratie authentique, selon nos principes de toujours.

— Trotsky n'est pas infallible.

— Nul ne le prétend. Lénine ne l'était pas non plus. Nous devons utiliser le personnel éprouvé de la révolution et préparer la relève : sans démocratie, c'est impossible.

— La démocratie, même ouvrière, présente de grands dangers, au lendemain d'une telle tourmente.

— Le dictature du secrétariat en ménage de pires. Et si vous rappelez les états de service de Trotsky, pourquoi redouter un abus de liberté ?

— Ne dites pas que vous n'êtes pas trotskiste.

— Je ne le dis pas, je le prouve. Ne peut-on trouver Trotsky supérieur aux autres sans être tenu pour son caudataire ? Que les médiocres constituent des cliques : un vrai communiste doit avoir assez d'orgueil pour choisir son guide et assez d'esprit pour apprendre à s'en passer.

— Et si l'opposition, pour ses commodités intérieures, vous désavoue ?

— C'est elle qui sera diminuée, pas nous.

— Vous êtes bien sûr de vous.

— Sur du marxisme.

— Ils vous briseront.

— On verra bien.

\*  
\*\*

Après le V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale et la première année de bolchévisation, en 1925, nos donneurs de conseils s'exprimaient de la sorte :

— Tenez-vous tranquille, n'offrez pas prétexte à de nouvelles attaques contre vous, laissez agir vos amis à l'intérieur du Parti.

— C'est ce que j'ai fait.

— Vous avez tout de même écrit une lettre à Rosmer.

— C'était mon droit.

— Il ne s'agit pas de droit, mais d'habileté.

— On ne peut empêcher des mouchards de fouiner à l'Ambassade des Soviets, ni des faussaires de falsifier un texte.

— N'empêche que s'il n'y avait pas eu de lettre...

— Ils l'auraient inventée. Ou ils auraient fabriqué autre chose. Vous ne m'interdirez pas de penser, ni de communiquer ma pensée à mes amis ?

— Voulez-vous, oui ou non, rentrer dans le Parti ?

— Je ne veux pas, pour y rentrer, perdre toute raison d'y rentrer.

— Voyez Brandler, Thalheimer. Ils se taisent, ils attendent.

— Les voilà bien avancés.

— Le redressement ne peut se faire que de l'intérieur. Prenez garde de gêner l'opposition légale.

— J'y prends garde. Aussi ne dis-je pas la millionième partie de ce qu'il faudrait dire. Mais on peut être communiste hors d'un parti qui ne l'est plus, et je le démontre chaque jour. Quant à l'opposition légale, qu'elle fasse voir ce dont elle est capable : on l'aidera de l'extérieur.

— Ne lui compliquez pas la tâche en écrivant dans une revue syndicaliste-communiste.

— C'est le seul organe communiste en France ; il se définit comme un foyer de coopération révolutionnaire et ses fondateurs respectent les convictions communistes tout court.

— Ils se serviront de vous et vous jetteront ensuite par-dessus bord.

— Possible. Mais comme je n'aurai pas manqué à mes idées, ce n'est pas moi qui aurai à le regretter.

— Voyez le sort de Max Eastman. Le voici désavoué par Trotsky.

— Tant pis pour Trotsky.

— La *Révolution Proletarienne* aura le même destin.

— Elle ne s'en portera pas plus mal.

— On finira par n'y plus rien comprendre.

— Ce ne sera pas nouveau. A qui la faute ?

— Alors, où est l'issue ?

— On pataugera probablement des années et, dans des conditions historiques nouvelles, on referra un vrai parti communiste. En juin 1924, j'écrivais que nous en aurions pour dix ans : puissé-je avoir été pessimiste.

\* \* \*

1926. Le *Bulletin Communiste* reparait. Nou-  
vel afflux d'avis désintéressés :

— Vous allez encore vous faire en...guir-  
lander.

— C'est la destinée d'un révolutionnaire.

— Hors du Parti, rien à faire.

— Hors du marxisme, pas de salut.

— A la vingt-troisième ligne de la soixante-  
douzième page du *Bulletin*, il y a, dit-on, un mot  
de trop.

— Tout arrive. Mais soyez sûr que les gens  
pour qui ce mot est de trop ont dans la tête quel-  
ques idées de moins.

— Tout ce que vous écrivez est juste. Mais  
vous pourriez le dire autrement.

— Prenez ma place et prêchez d'exemple. Je  
vous souhaite bien du succès.

— Vous avez tort de donner un tour brutal à  
la forme.

— Vous avez encore plus tort de perdre de  
vue le fond.

— Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut per-  
suader.

— Montrez-moi le résultat de vos sermons et  
de vos homélies. Où conduit votre politesse ?

— Du moins sommes-nous dans le Parti.

— A condition de n'y rien faire.

— Renoncez-vous à y rentrer ?

— Je ne veux pas, pour y rentrer, perdre  
toute raison d'y rentrer.

— Que cherchez-vous en demandant à  
l'Exécutif une réintégration que vous saviez  
d'avance refusée ?

— A définir une fois de plus une position  
déaturée par des adversaires sans scrupules. J'y  
ai pleinement réussi.

— Mais l'Exécutif vous a couvert d'injures.

— Tant pis pour l'Exécutif.

— Maintenant, vous voici embarrassé de la  
volte-face de Zinoviev, de Kamenev, de tant  
d'autres passés à l'opposition ?

— Pas le moins du monde. Ce n'est pas nous  
qui avons changé, mais eux. Les idées nous  
intéressent, non les personnes.

— Vous n'allez pas dire que les hommes ne  
comptent pas.

— Ils comptent, mais moins que les situations.

— Etes-vous d'accord avec une opposition  
où se trouve Zinoviev ?

— Je n'ai rien à retrancher de nos idées  
communes. Ni l'adhésion de Zinoviev, ni son  
hostilité n'y peuvent rien changer. L'étude et  
l'expérience seules pourraient les modifier : or,  
jusqu'à présent, elle les confirment.

— C'est Zinoviev qui a organisé la terreur  
dans le Parti russe et la corruption dans l'Inter-  
nationale, qui a exclu ou mis au ban du Parti nos  
meilleurs militants...

— Merci.

— ...et saccagé le mouvement communiste  
international. C'est cela le champion de la démoc-  
ratie ouvrière ?

— Heureusement, la démocratie ouvrière ne  
dépend ni de Zinoviev, ni d'aucun autre partisan  
intéressé ou non, mais de l'élite prolétarienne qui  
saura l'imposer.

— Vos idées seront discréditées par de tels  
défenseurs.

— Elles sont au-dessus de tout discrédit et  
s'imposent aux plus acharnés adversaires de la  
veille : preuve que l'opposition est dans la bonne  
voie.

— Vous dites vous-même que le programme  
de Léninegrad contient pas mal de sottises.

— Aussi n'est-il pas question de l'adopter.

— Et si Trotsky l'adopte ?

— Tant pis pour Trotsky.

— Etes-vous avec l'opposition, oui ou non ?

— Avec la classe ouvrière consciente et avec  
ceux qui, du point de vue marxiste, en défendent  
intelligemment les intérêts.

— Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

— Que nous maintenons intégralement nos  
conceptions et propositions d'hier, et apprécierons  
librement les questions nouvelles qui surgissent,

critiquerons, approuverons ou repousserons selon notre conscience, sans nous laisser influencer par la démagogie ou les intérêts de cliques.

- Approuveriez-vous une idée de Staline ?
- Pourquoi pas, si elle était juste ?
- Allez-vous critiquer Trotsky ?
- Pourquoi pas, s'il se trompait ?
- Vous allez vous mettre tout le monde à dos.
- Cela vaut mieux que de se mettre à plat ventre.
- On n'y comprendra plus rien...
- A qui la faute ?

\* \* \*

1927. Les choses ont marché bon train. Crises sur crises, en Russie et ailleurs. Le *Bulletin* disparu reparait un an après.

- En voilà du gâchis. Qu'allez-vous faire ?
- Continuer.
- Vous êtes têtue.
- Je suis communiste.
- Qu'espérez-vous ?
- Dire la vérité au prolétariat.
- Croyez-vous avoir réussi jusqu'à présent ?
- Confrontez vous-même les écrits avec les faits.

— Mais vous êtes seul, ou presque. Vos amis sont pour ainsi dire tous exclus du Parti...

- Selon les prévisions...
- ...et les exclus, las et désabusés, ne veulent plus rien entreprendre.
- Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre...

— ...ni de réussir pour persévérer : vous l'avez dit en 1925, en recommençant le *Bulletin*. Mais cette devise même vous fait traiter d'orgueilleux.

— C'est un compliment, par ces temps de couardise, de platitude et d'abrutissement.

- Et vous voici exclu de nouveau.
- J'étais donc encore membre du Parti ?
- On n'y comprend plus rien.
- Peut-être de peur de trop comprendre...
- Faites attention, avec votre *Bulletin*. A la dix-septième ligne de la trente-et-unième page, il y a, paraît-il, une virgule de travers.

— Très flatté si l'on ne peut reprocher que cette virgule. Il faut croire que le reste est bon.

— Décidément, nous n'avons plus rien à faire dans le Parti.

— Erreur. Dans le Parti, hors du Parti, on peut être communiste. Ce qu'il ne faut pas, c'est, pour rester dans le Parti, perdre toute raison d'y rester.

— Nous avons tenté de faire entendre raison. Avec le régime intérieur de pression et de corruption, la malhonnêteté des dirigeants, l'asservissement des cadres, l'inculture des membres presque tous nouveaux, on perd son temps.

— Du moins fallait-il formuler intégralement un point de vue communiste, opposé aux divagations des démagogues et politiciens à tout faire qui mettent le Parti en coupe réglée. C'eût été travailler non pour des avantages immédiats, mais pour l'avenir.

- Nous avons rédigé pas mal de documents.
- Dont aucun ne peut vous servir de justification historique.

— Qu'attendez-vous pour faire dans le *Bulletin* ce que nous n'avons pas fait dans le Parti ?

— Précisément que vous en soyez au point où vous êtes aujourd'hui et ne puissiez nous accuser de compromettre une position que vous jugez vous-mêmes intenable. Une bonne partie de la besogne est déjà faite, d'ailleurs, dans le *Bulletin* et la *Révolution prolétarienne* : vous ne vous en apercevez pas parce qu'elle est répartie prudemment dans quelque 25 fascicules. Et vous ne paraissez pas vous rendre compte des emprunts dont vos « documents » sont nourris. Un petit travail de résumé, et vous verrez si cela tiendra. Mais si le programme que nous formulerons l'avait été dans le Parti, cela eût mieux valu.

— Que voulez-vous dire de plus que nous ?

— Que l'Internationale se trompe dans son appréciation du développement capitaliste, par suite, des perspectives révolutionnaires ; qu'elle accumule erreur sur erreur dans ses analyses, comme conséquence fautive sur fautive dans sa tactique ; qu'elle s'éloigne chaque jour du marxisme ; enfin, que ses méthodes sont stériles, du point de vue des intérêts généraux du prolétariat.

— Vos critiques et arguments porteront contre l'opposition russe aussi bien que contre la clique officielle.

— Tant mieux pour l'opposition : elle a besoin de collaborateurs, non de suiveurs.

— Est-ce le moment d'ajouter à ses difficultés ?

— Est-ce ajouter à ses difficultés que de la mettre en garde contre la surenchère et l'aider à juger sainement ?

— Elle est gauchiste et vous vous êtes toujours défendu d'être droitier.

— Il n'y a rien de plus à gauche que la clairvoyance. L'erreur n'est ni à droite, ni à gauche : elle est l'erreur tout court. Gauche et droite sont des mots dont il est difficile de ne pas se servir, dans l'état du vocabulaire politique, mais pas comme armes polémiques. Lénine a toujours été traité de droitier dans son parti ; après la Révolution de 1905, il n'a pas craint de marcher avec les menchéviks contre la majorité des bolchéviks, sur la question de la participation à la Douma ; lors de Brest-Litovsk, Boukharine le traitait de capitulaire ; après le *putsch* de mars 1921 en Allemagne, Lénine et Trotsky étaient classés « à droite » au 3<sup>e</sup> Congrès mondial par des échauffés irresponsables ; même histoire en 1924 où Trotsky fut traité de droitier. De même, Rosa Luxembourg et Liebknecht, avant de tomber victimes d'une tactique de casse-cous. Laissons dire les perroquets, les bavards et les provocateurs et cherchons la vérité communiste sans avoir peur de paraître à droite ou à gauche.

— En attendant, la bourgeoisie a de beaux jours devant elle.

— Travaillons à préparer les beaux jours du prolétariat. — B. S.

---

*Le Rédacteur-Gérant* : BORIS SOUVARINE.

---

IMPRIMERIE MADELAINE & BAYNARD  
La Roche-sur-Yon (Vendée)